



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 30^e Législature

Le mercredi 1er mai 1974

Vol. 15 - N° 15

Président: M. Jean-Noël Lavoie

TABLE DES MATIÈRES

Projet de loi no 13 - Loi modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers	
Ire lecture	567
Vote de Ire lecture	569
Dépôt de documents	
Protecteur du citoyen	569
Questions des députés	
Ligue des taxis de Québec	569
Comité d'enquête sur les conflits d'intérêts	570
Administration du pétrole	571
Indexation du coût de la vie	572
Ile d'Anticosti	572
Pollution causée par les produits pétroliers	575
Question de privilège: Accusation de M. Louis-Philippe Lacroix	
M. Fabien Roy	576
Questions posées au feuillet	577
Travaux parlementaires	577
Reprise du débat sur la motion de M. Burns concernant le salaire minimum	
M. Guy Leduc	581
Motion d'amendement de M. Leduc	581
M. Claude Saint-Hilaire	582
M. Robert Burns	583
M. Camille Samson	586
M. Irénée Bonnier	588
M. Lucien Lessard	590
M. Guy Bacon	592
M. Jacques-Yvan Morin	594
M. Jean Boudreault	595
M. Jean Cournoyer	595
Vote sur la motion d'amendement de M. Leduc	598
Vote sur la motion principale amendée	598
Ajournement	599
Annexe	599

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Quinze heures huit minutes)

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. LEVESQUE: Article b).

Projet de loi no 13

Première lecture

LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Terres et Forêts propose la première lecture de la Loi modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

M. DRUMMOND: M. le Président, ce projet étend à tout le territoire du Québec l'application de la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers et permet au gouvernement d'appliquer cette loi lorsqu'il juge que les acquisitions y prévues doivent être faites dans l'intérêt public.

M. TETLEY: Très bien.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

M. BURNS: Vote enregistré, M. le Président, s'il vous plaît.

M. LEVESQUE: M. le Président, je veux poser une question au député de Maisonneuve. Est-ce que le député pourrait simplement prendre avis de la question que je veux lui poser: Est-ce qu'il va continuer ainsi à faire perdre le temps de la Chambre?

M. BURNS: M. le Président, j'ai une question de privilège à soulever, évidemment, à la suite de...

M. LEVESQUE: ... M. le Président.

LE PRESIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre!

M. BURNS: Il me semble, M. le Président, que le bordel ouvre de bonne heure cet après-midi mais, de toute façon, je veux soulever une question de privilège. Je n'ai pas du tout l'intention de faire perdre le temps de la Chambre et je ne fais pas perdre le temps de la Chambre si j'utilise des procédures qui sont prévues dans notre règlement. Une des procé-

dures c'est qu'il y a un vote en première lecture. Un autre des aspects de notre procédure fait que s'il y a cinq députés qui le demandent — et, actuellement, le député de Sauvé, le député de Lafontaine, le député de Saint-Jacques, le député de Saguenay ainsi que le député de Maisonneuve demandent un vote — on doit enregistrer le vote. Je ne fais pas perdre le temps de la Chambre si c'est prévu dans les procédures.

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: Et à part ça, M. le Président, si je peux ajouter ce point.

Je veux juste lui dire qu'à toutes les occasions que nous aurons nous ferons prendre un vote enregistré pour voir quels députés sont présents, pour voir qui s'occupe de voir à ce que les travaux législatifs progressent ou non.

M. HARDY: M. le Président, sur la question de règlement.

M. BURNS: Il n'est pas question de règlement, M. le Président; je viens de soulever une question de privilège.

M. HARDY: M. le Président, j'invoque le règlement parce que je présume qu'aussi longtemps que la liberté existera dans cette province ou dans cette Chambre, c'est-à-dire aussi longtemps que les séparatistes ne seront pas au pouvoir, chaque membre élu dans cette Chambre doit avoir un droit égal à ces messieurs du parti séparatiste d'exprimer son opinion.

Ce cours préambule étant fait, M. le Président, je voudrais tout simplement souligner la question de règlement suivante. Il est vrai que, si l'on regarde la lettre de notre règlement, ce que le député de Maisonneuve demande est légal, mais il y a également — le député de Maisonneuve le sait — dans le rouage des institutions parlementaires, la tradition.

M. BURNS: C'est quoi, la question d'érèglement? C'est ça que je veux savoir. C'est un discours, ça, M. le Président.

M. HARDY: M. le Président, je m'étonne que le député de Maisonneuve, qui fait des discours avant chaque question...

LE PRESIDENT: La question de règlement, s'il vous plaît.

M. HARDY: ... ne me laisse pas la permission d'élaborer ma question de règlement. Alors, il existe une chose dans les institutions parlementaires qui sont les nôtres, soit la tradition. Si l'on regarde l'histoire parlementaire et je vois le député de...

M. BURNS: Question de règlement, M. le Président. La question de règlement, c'est quoi?

LE PRESIDENT: Bien oui, il parle d'une question de règlement. A l'ordre ! A l'ordre ! A l'ordre ! Ecoutez, je crois bien... Un instant s'il vous plaît. Si le ministre des Affaires culturelles a l'intention de m'exposer qu'il ne devrait pas y avoir de vote en première lecture, je veux bien l'entendre, qu'il soit question de tradition ou de règlement. Je pense bien que la même latitude que j'accorde au député de Maisonneuve doit être accordée à tous les autres membres de la Chambre.

M. BURNS: M. le Président je demande juste une chose.

LE PRESIDENT: A l'ordre ! A l'ordre, s'il vous plaît ! A l'ordre !

M. BURNS: M. le Président, je vais cesser de répéter les paroles du député de Laurier, c'est sa seule façon d'être mentionné au journal des Débats.

M. MARCHAND: Quand mes paroles vous gênent, vous ne les répétez pas. J'ai dit: Le député socialiste totalitaire.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre !

M. BURNS: M. le Président, je veux juste dire ceci, c'est que...

LE PRESIDENT: A l'ordre !

M. BURNS: Je veux juste dire que vous nous refusez — je pense à bon droit, je suis d'accord avec vous — le droit, sur une question de règlement, de faire un discours.

Je vous demanderais tout simplement de surveiller le ministre, le si peu ministre des Affaires culturelles pour voir exactement s'il est en train de faire un discours ou non. Ce n'est que cela. Je vous promets, M. le Président, que je n'interviendrai plus maintenant.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs ! Voulez-vous vous en tenir, s'il vous plaît, à la question de règlement ?

M. HARDY: Oui, M. le Président, et je ne vois pas comment je pourrais exposer ma question de règlement sans faire un discours, à moins que les mots ne veuillent pas dire la même chose pour le député de Maisonneuve et pour moi. Il existe une chose qui est la tradition parlementaire et si l'on refait toute l'histoire du Parlement britannique — le député de Maisonneuve devrait consulter son concurrent au leadership qui pourrait peut-être lui donner certains avis — jamais le vote n'a été demandé sur la première lecture, et cela s'explique facilement. Au moment de la première lecture, la Chambre, les députés ne sont pas appelés à se

prononcer ni sur le principe du projet de loi ni sur les détails du projet de loi.

Le but — toute la tradition parlementaire et tous les auteurs sont là pour le justifier — l'objectif de la première lecture est de dire aux députés en quoi consiste cette loi. C'est une espèce d'information, c'est le dépôt de la loi en Chambre. Quand le député de Maisonneuve nous demande de voter sur cette loi, il nous demande de voter sur une chose qui n'existe pas, il nous demande de nous prononcer sur une chose qui n'est pas encore, sur laquelle il n'y a pas de raison de se prononcer. C'est tout simplement un avis. La raison de se prononcer, elle arrivera en deuxième lecture sur le principe et en troisième lecture.

C'est pourquoi, M. le Président, j'affirme de mon siège qu'en faisant ce que le député de Maisonneuve fait il veut directement, clairement faire perdre le temps de l'Assemblée nationale alors qu'il y a tant de problèmes à résoudre.

M. SAMSON: M. le Président, sur la question de règlement, je regrette mais je ne serai pas d'accord avec l'honorable ministre qui vient d'affirmer de son siège que nous avons des traditions à respecter et que jamais auparavant on a demandé un vote en première lecture. Je regrette, M. le Président, mais je dois vous souligner que l'an dernier les membres du Parti créditiste ont réclamé un vote enregistré à l'occasion d'une première lecture et nous avons obtenu ce vote enregistré à l'occasion d'une première lecture. Donc, conformément...

M. LEVESQUE: Combien de votes avez-vous eus à l'élection ?

M. SAMSON: M. le Président, voulez-vous demander au leader parlementaire du gouvernement d'être moins nerveux ? On vient justement de vous dire que tous les députés en cette Chambre ont un droit de parole libre; on vient de vous le dire et c'est le ministre qui vous l'a dit. Déjà, le leader parlementaire voudrait tenter de m'empêcher de parler. Ces gens-là font des déclarations uniquement quand ça fait leur affaire.

Lorsqu'il est question de tradition, je veux vous dire, M. le Président, que je suis d'accord avec le ministre, nous devons respecter cette tradition; mais puisque la tradition, on l'a établie l'an passé, on va la respecter. Et comme vous disiez tantôt le leader de l'Opposition officielle, si ça prend cinq députés, ils sont cinq, mais s'il en fallait sept, on serait sept pour vous demander l'enregistrement des votes.

LE PRESIDENT: Qu'on appelle les députés !

Est-ce que les membres de l'Assemblée sont prêts à se prononcer ?

DES VOIX: Oui.

Vote de première lecture

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont en faveur de cette motion de première lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Bourassa, Levesque, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Choquette, Garneau, Cloutier, Phaneuf, Lalonde, Lachapelle, Cournoyer, Goldbloom, Simard, Mme Bacon, MM. Hardy, Tetley, Drummond, Lacroix, Bienvenue, Forget, Toupin, Massé, L'Allier, Vaillancourt, Cadieux, Houde (Fabre), Desjardins, Giasson, Perreault, Brown, Fortier, Bacon, Blank, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Saint-Hilaire, Séguin, Cornellier, Houde (Limoilou), Lafrance, Pilote, Saint-Germain, Ostiguy, Fraser, Picard, Gratton, Assad, Faucher, Marchand, Harvey (Charlesbourg), Larivière, Pepin, Bellemare, Bérard, Bonnier, Boudreault, Chagnon, Leduc, Caron, Ciaccia, Côté, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malouin, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Tremblay, Verreault, Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Samson et Roy.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE: Pour: 84
Contre: Aucun

LE PRESIDENT: La motion est adoptée.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce projet de loi. First reading of this bill.

LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

A l'ordre, messieurs! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, messieurs!

Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclarations ministérielles.

DÉPÔT DE DOCUMENTS**Protecteur du citoyen**

LE PRESIDENT: J'ai l'honneur de déposer le 5e rapport annuel du Protecteur du citoyen, ceci pour l'année 1973.

Questions orales des députés.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition officielle.

Ligue des taxis de Québec

M. MORIN: M. le Président, ma question

s'adresse au ministre des Transports. Le ministre est sûrement au courant de la manifestation de la Ligue des taxis de Québec devant le parlement, ce matin. Toutefois, ce n'est pas un problème qui intéresse seulement la région de Québec. C'est un problème qu'on retrouve dans l'ensemble des villes du Québec à l'heure actuelle.

UNE VOIX: Question!

M. MORIN: Les taux actuels ont été fixés par la Commission des transports en décembre 1973. Le ministre sait que ces taux sont fixés à \$0.60 pour ce qu'on appelle le taux de base et à \$0.50 le mille.

DES VOIX: Question!

M. MORIN: Est-ce que le ministre considère que les taux actuels sont raisonnables, compte tenu de l'augmentation des frais pour les chauffeurs de taxi, y compris le coût de la voiture, le coût de l'entretien et la flambée des prix dans le domaine du pétrole?

M. MAILLOUX: M. le Président, vous comprendrez que la question que me pose l'honorable chef de l'Opposition est une question d'appréciation, quant à moi. Si, dans d'autres milieux, je pourrais faire des observations quant à la fourchette des prix qui sont fixés par le ministère des Transports, la commission a eu à se prononcer entre une fourchette de prix qui va de \$0.60 minimum à \$0.80, mais il appartenait à la Commission des transports de fixer les prix qu'elle jugeait à propos de fixer.

Quant à d'autres observations que je pourrais faire publiquement, ce serait une question d'appréciation que je ne me permettrai pas de faire à ce moment-ci.

M. MORIN: En question supplémentaire, M. le Président, est-ce que le ministre a l'intention de demander à la commission de revoir son ordonnance, à la lumière des faits nouveaux qui lui ont été soumis ce matin?

M. MAILLOUX: M. le Président, en fait, durant la discussion des crédits du ministère des Transports, ce matin, un officier de la Sûreté du Québec est venu m'informer qu'une délégation de l'exécutif de ceux qui manifestaient dans l'ordre, je dois le confesser, demandait une entrevue. J'ai demandé au leader parlementaire de l'Opposition, le député de Maisonneuve, de terminer la discussion des crédits à midi, ce qui a été accepté. J'ai effectivement rencontré amicalement l'exécutif de l'association, et le seul conseil que j'aie pu donner, dans les circonstances, malgré le désarroi qu'il y a à l'intérieur du milieu des chauffeurs de taxi, serait qu'une nouvelle demande soit faite, dans le plus bref délai, devant la Commission des transports en espérant que la Commission des transports écourtera autant que faire se peut les

délais pour étudier des faits nouveaux qui pourraient être invoqués devant elle.

M. SAMSON: M. le Président, une question supplémentaire.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. SAMSON: Est-ce que le ministre a envisagé ou s'il a l'intention d'envisager de recommander qu'un traitement concernant les chauffeurs de taxi soit étudié sur la même base que les nouveaux traitements dans le transport en commun, par exemple, compte tenu du fait que, tous, nous savons, je pense, qu'il y aura augmentation des tarifs dans le transport en commun? Est-ce que le ministre a l'intention d'envisager cette possibilité qu'un traitement équivalent soit donné aux chauffeurs de taxi?

M. MAILLOUX: M. le Président, on comprendra que, dans la négociation qu'il y a eue entre les chauffeurs d'autobus, et la CTCUQ, la Commission des transports n'avait pas à se prononcer. Dans la demande qui avait été faite devant la Commission des transports par les camionneurs artisans, l'audition de la cause avait été suspendue pour permettre une négociation hors cour. A ce moment-là, comme nous étions le ministère client, le ministère de la Voirie, nous avions proposé d'accepter hors cour une augmentation de 20 p.c. Le jugement vient d'être rendu. Est-ce qu'ils ont eu gain de cause ou s'il y a eu perte? Il ressort que, comme ministère client, par le ministère de la Justice, nous étions intervenus hors cour; mais dans le cas des chauffeurs de taxi, nous ne sommes pas ministère client, et il ne nous appartient pas de nous prononcer, comme ministère, à l'endroit de la Commission des transports, et je ne voudrais pas juger à sa place.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Maisonneuve.

Comité d'enquête sur les conflits d'intérêts

M. BURNS: M. le Président, nous apprenions hier, de la bouche du premier ministre, que son conseiller législatif M. Jean-Claude Rivest, ainsi que le ministre d'Etat au Conseil exécutif, avaient été désignés par lui pour former et présider un comité concernant les conflits d'intérêts. Ma question s'adresse donc au ministre d'Etat en question.

J'aimerais savoir du ministre s'il peut, à ce moment-ci, faire rapport quant au mandat que semble lui avoir confié le premier ministre à l'égard de la prévention des conflits d'intérêts, d'une part. D'autre part, le ministre peut-il nous dire depuis quelle date il s'occupe de ce dossier, quelles sont les personnes qui font partie du

comité dont a parlé hier le premier ministre, combien de réunions a tenues ce comité, qui préside ce comité et quand il croit que le rapport de ce comité sera remis au premier ministre?

DES VOIX: Feuilleton.

M. BURNS: M. le Président, je m'étonne; je pose des questions précises qui ne demandent pas de recherche, M. le Président. Je ne fais pas de commentaires.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: Habituellement, M. le Président, une question qui est envoyée au feuilleton, il faut le savoir, c'est une question qui demande de la recherche.

M. LEVESQUE: Le ministre a répondu à la question.

M. BURNS: Quoi qu'il en soit, M. le Président, j'ai une question additionnelle.

M. MORIN: Ce genre de questions, on aime mieux les voir au feuilleton.

M. BURNS: Est-ce que ce comité, M. le Président, — c'est toujours au ministre d'Etat que je pose ma question — a été saisi des relations qui existent ou qui ont existé entre la compagnie Simtec, qui reçoit plusieurs contrats lucratifs du gouvernement et de la Société de développement de la baie James, et le bon ami de M. Desrochers, le député de Laporte actuel qui est une personne intéressée dans cela? Est-ce que ce dossier a été soumis au comité?

M. LALONDE: M. le Président, au feuilleton, s'il vous plaît. Je dois consulter pour trouver la réponse au député de Maisonneuve.

M. BURNS: Dernière question additionnelle, M. le Président; peut-être que celle-là le ministre ne pourra pas la mettre au feuilleton parce qu'elle le concerne directement. Est-ce que le ministre serait prêt, lui, étant donné le rôle qu'il joue à l'égard de cette importante question, à rendre publics, d'ici quelques jours, tous les intérêts que lui-même, sa femme ou ses enfants pourraient avoir dans des entreprises privées ou dans des terrains situés au Québec?

UNE VOIX: Feuilleton.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. LALONDE: M. le Président, en réponse à cette dernière question additionnelle, j'aimerais dire au député de Maisonneuve que, jusqu'à maintenant, je me suis conformé aux dispositions des lois applicables aux parlementaires et à la fonction que j'occupe et que j'ai l'intention

aussi de m'y conformer, quelles qu'elles soient dans l'avenir.

M. BURNS: M. le Président, c'est la première question à laquelle on me répond; vous allez me permettre une question additionnelle.

LE PRÉSIDENT: La dernière.

M. BURNS: La dernière, M. le Président. La question que j'ai posée au ministre, c'est: Est-ce que lui-même est prêt à rendre publics — je sais bien qu'il se conforme à la loi; il le dit en Chambre et je prends sa parole — ses intérêts, ainsi que ceux de sa famille, étant donné le rôle qu'il est appelé à jouer dans ce comité.

M. BOURASSA: Il a répondu.

M. LALONDE: M. le Président, je crois avoir répondu en disant que j'étais prêt à me conformer à toutes dispositions applicables dans l'avenir.

M. BURNS: Ce n'est pas ça, M. le Président, que je demande, ce n'est pas ça. Non, M. le Président. On tourne autour du pot.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre! Vous savez fort bien, ayant participé vous-même à la rédaction du règlement, qu'un député est tenu de considérer toute réponse comme finale.

M. BURNS: Sauf, M. le Président, si on ne répond pas à la question; c'est ça que je veux dire.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre! ... A l'ordre! ... Vous l'avez posée deux fois déjà. A l'ordre, messieurs!
Le député de Rouyn-Noranda.

Administration du pétrole

M. SAMSON: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Est-ce que le premier ministre peut nous dire, si le gouvernement du Québec a reçu une invitation du gouvernement fédéral le priant d'envoyer devant la commission des richesses naturelles et des travaux publics, un groupe du Québec, pour représenter le Québec à l'occasion de l'étude du projet de loi fédéral sur l'administration du pétrole?

M. BOURASSA: Je sais qu'il y a eu des discussions constantes au niveau des fonctionnaires. Il est déjà arrivé que le gouvernement du Québec envoie des représentations notamment à l'occasion de la loi, je crois, sur les investissements étrangers. Je peux vérifier, dans le cas de la loi en question, afin de savoir si la même politique ou la même procédure va être suivie.

Cette procédure a été suivie dans le cas de la loi sur les restrictions dans les investissements étrangers. Je vais vérifier si la même procédure s'applique dans cette loi-là.

M. SAMSON: Est-ce que le premier ministre peut nous dire s'il est au courant que déjà l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve ont accepté d'envoyer des représentants à cette commission? Est-ce que le premier ministre peut nous dire également, si le Québec entend se prévaloir des mêmes dispositions de cette invitation, pour que nous y soyons aussi représentés?

M. BOURASSA: Déjà un représentant a été désigné en la personne de M. Beaupré. On vient de me le signaler; je ne m'en étais pas souvenu quand le député m'a questionné. Je me souviens très bien que le Québec a déjà un représentant. Si c'est la procédure suivie, nous sommes certainement prêts à considérer sérieusement de faire ce que nous avons fait dans le cas des investissements étrangers.

M. SAMSON: Sur le même sujet, M. le Président, le ministre fédéral, M. Donald MacDonald, a annoncé qu'il appartient aux provinces, de surveiller le prix de détail des produits pétroliers. Est-ce que le Québec a l'intention de suivre en ce sens l'exemple de la Colombie-Britannique et de la Nouvelle-Ecosse et d'utiliser son droit de regard quand au prix de détail des produits pétroliers sur son territoire?

M. BOURASSA: Le ministre des Richesses naturelles peut répondre. Je sais que des gestes ont été posés à cet égard, notamment avec Statistique Canada. Le ministre des Richesses naturelles peut donner peut-être plus de détails.

M. MASSE: M. le Président, je pense que j'ai déjà eu l'occasion, dans cette Chambre, de répondre au sujet des contrôles, de la vérification des profits ou des prix des produits pétroliers au Québec. Déjà avec l'Université de Montréal, un groupe de travail examine cette question et au ministère proprement dit, différentes solutions pourraient être mises en place. Mais je dois dire qu'à ce jour, aucune décision définitive n'a été prise, bien que cette question nous préoccupe énormément.

M. SAMSON: Est-ce que le ministre peut nous dire quand le comité de travail doit fournir son rapport et si, à l'exemple de la Colombie-Britannique, il a l'intention d'envisager de déposer une loi visant à obliger à l'avenir les compagnies pétrolières de présenter devant la Régie des services publics, toute demande d'augmentation du prix de détail du pétrole?

M. MASSE: C'est une solution qui est examinée, M. le Président.

LE PRESIDENT: Le député de Saint-Jacques.

Indexation au coût de la vie

M. CHARRON: M. le Président, je veux demander au ministre des Finances, s'il a l'intention d'étudier attentivement la demande formulée hier, par les trois chefs des centrales syndicales, à l'effet de doter les 155,000 fonctionnaires du Québec d'une somme forfaitaire qui leur permettrait de rejoindre la hausse du coût de la vie?

M. GARNEAU: M. le Président, cela ne relève pas de la compétence du ministre des Finances seul.

M. BOURASSA: J'avais parlé de cette question-là avant mon départ pour l'Europe, à ma résidence, avec M. Marcel Pepin; je lui en ai parlé de nouveau ce matin et je dois les rencontrer à mon bureau de l'Hydro-Québec, lundi après-midi, pour discuter de cette question.

M. CHARRON: Avant cette rencontre, est-ce que le premier ministre peut nous dire, étant donné l'inflation extraordinaire que nous avons connue depuis l'année dernière, s'il accepte d'avance, avec les porte-parole du front commun, de revoir la clause d'indexation déjà contenue dans le décret qui s'avère déjà, après à peine un an d'existence, insuffisante?

M. BOURASSA: Je ne sais pas si le député est au courant de la clause en question; elle ne peut pas être insuffisante parce qu'elle est basée sur l'augmentation du coût de la vie. Si l'augmentation est de 10 p.c., il va y avoir un montant plus important que si l'augmentation est de 6 p.c. Je ne sais pas si le député de Maisonneuve — qui revient plutôt de bonne humeur, c'est la fête des travailleurs aujourd'hui — a des commentaires à ajouter. Je comprends qu'il a reçu un "knock out" du ministre de l'Immigration, hier.

Donc, pour répondre à la question du député de Saint-Jacques sur le quantum, en deux mots, il y a protection pour les employés du secteur public et parapublic. Quant aux modalités, ils ont proposé de nouvelles modalités, si je comprends bien. Je suis allé les rencontrer pour en discuter, mais il faut quand même dire que \$200 millions sont prévus au budget additionnel. Quand on dit que le gouvernement se finance grâce à l'inflation, comme l'a dit le chef de l'Opposition, la meilleure preuve que c'est absolument faux c'est qu'à cause de l'inflation il faut ajouter \$200 millions à nos dépenses pour les employés du secteur public et parapublic. C'est cela, de la vraie social-démocratie.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Beauce-Sud.

Ile d'Anticosti

M. ROY: M. le Président, j'aurais une question à poser à l'honorable premier ministre. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire où en est rendu le dossier de l'île d'Anticosti, à savoir si le gouvernement provincial a l'intention de l'acquérir de gré à gré, par échange d'expropriation, à quel prix et à quelles conditions?

M. BOURASSA: Je remercie le député de sa question. Sur la question de l'île d'Anticosti, de fait, le gouvernement a décidé d'exproprier l'île d'Anticosti. Quels que soient les groupes en cause ou les personnes impliquées, le gouvernement n'hésite à faire aucun geste qui pourrait servir les intérêts du Québec.

Dans ce cas-là, ceci plaçait le Québec dans une meilleure posture dans les négociations qu'il peut avoir avec la Consolidated Bathurst dont Power Corporation est le principal actionnaire.

M. ROY: M. le Président, dans la deuxième partie de ma question j'ai demandé au premier ministre si on peut savoir à quel prix et à quelles conditions le gouvernement fera cette expropriation. C'est cela qui nous intéresse surtout. On sait très bien que le gouvernement veut bien; on sait qu'il ne peut pas, mais on sait aussi qu'il veut. Dans votre bon vouloir, M. le premier ministre, j'aimerais savoir à quel prix et à quelles conditions vous voulez faire cette expropriation.

M. BOURASSA: Le gouvernement place l'intérêt des Québécois au-dessus de tout, et lorsque nous avons décidé l'expropriation, même s'il peut y avoir une entente par négociation, il reste que, s'il n'y a pas entente, c'est la régie qui va décider du montant.

M. MORIN: Question supplémentaire, M. le Président.

LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition officielle.

M. MORIN: Le premier ministre n'ignore peut-être pas qu'il y a un grave problème qui tient au statut des habitants de l'île, à leur statut du point de vue de la propriété, en particulier. Est-ce que le gouvernement s'est penché sur ce problème?

Est-ce qu'il a une attitude dont il pourrait nous faire part?

M. BOURASSA: M. le Président, je n'ai pas personnellement eu à m'occuper du problème; j'ai simplement avisé les personnes de la Consolidated-Bathurst, de Bruxelles, mardi après-midi, que j'avais décidé d'exproprier l'île le matin même. Pour ce qui a trait aux habitants de l'île elle-même, je crois que le ministère des Terres et Forêts s'en occupe ou le

ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Nous voyons à prendre toutes les mesures, j'en suis convaincu, pour que leur situation ne soit pas affectée par les décisions du gouvernement.

M. MORIN: Je ne doute pas que le premier ministre soit rempli de bonnes intentions, mais est-ce que je pourrais demander au ministre des Terres et Forêts de nous éclairer sur ce qu'il y aurait de fait, à l'heure actuelle, dans ce dossier, parce que se sont fait entendre, ces jours-ci, justement, des gens qui habitent l'île et qui sont inquiets de leur sort?

M. DRUMMOND: Comme toujours, M. le Président, le gouvernement s'occupe évidemment de tous les habitants de la province de Québec. Dans ce cas-ci, on a discuté avec le CRD de la région — je dois le dire, il y a assez longtemps — aussi bien qu'avec d'autres représentants de la population de l'île d'Anticosti. Je dois dire aussi que la compagnie Consolidated-Bathurst s'occupe de ce problème, parce que ce sont des employés de cette compagnie. Alors, on est en train actuellement d'élaborer nos plans d'aménagement qui vont évidemment tenir compte de ce qu'on peut faire et de ce qu'on va faire. Tous les citoyens de l'île auraient la priorité, évidemment, en ce qui concerne le plan du gouvernement.

Pour cet été, ce serait la compagnie Consol qui va continuer de s'occuper de la question de "outfitting" sur l'île. Je suis certain que le même nombre d'emplois sera maintenu jusqu'à la fin de l'année. Alors, c'est un problème où il faut avoir un certain "phasing" pour développer les plans du gouvernement en collaboration, en consultation avec tous ceux qui sont concernés, y compris, évidemment, ceux qui habitent l'île d'Anticosti.

M. MORIN: Une question supplémentaire, M. le Président, pour être bien sûr que j'ai compris le ministre des Terres et Forêts. La compagnie Consolidated-Bathurst, qui va être expropriée ou avec laquelle vous allez vous entendre de gré à gré sur le prix de l'île, va donc conserver dans l'île des droits. Je ne suis pas sûr que j'aie compris le mot que le ministre a utilisé: "outfitting".

M. DRUMMOND: Pardon?

M. MORIN: C'est ça que vous avez dit?

UNE VOIX: Outfitting.

M. MORIN: C'est-à-dire, si je comprends bien, le service de guides dans l'île?

M. DRUMMOND: C'est ça.

UNE VOIX: Les pourvoyeurs de chasse et pêche.

M. MORIN: Pourvoyeurs, c'est ça; pourvoyeurs de chasse et pêche. Est-ce que le ministre pourrait m'expliquer comment il se fait qu'un territoire comme celui-là, qui tomberait désormais sous la compétence exclusive du gouvernement, verrait la compagnie agir comme pourvoyeur de chasse et pêche? Je m'explique mal ce qui commence à ressembler à un privilège.

M. BOURASSA: M. le Président, si nous avons exproprié, c'est parce que précisément nous voulons être en mesure de négocier le meilleur prix pour le Québec et aux meilleures conditions. Si nous ne pouvons pas nous entendre à nos conditions, les autorités compétentes vont décider.

M. LESSARD: Une question additionnelle, M. le Président.

M. SAMSON: Une question supplémentaire, M. le Président. J'ai cru comprendre que le premier ministre tantôt nous a dit que son gouvernement n'avait rien à cacher sur cette question et qu'il n'avait pas l'intention de cacher quoi que ce soit. Est-ce que j'ai bien compris?

M. BOURASSA: C'est ce que nous faisons depuis quatre ans.

M. SAMSON: M. le Président, je voudrais me dissocier de la dernière partie de la réponse du premier ministre et lui demander, en question supplémentaire, s'il serait l'intention du gouvernement de convoquer la commission parlementaire des Terres et Forêts pour faire en quelque sorte ce qu'on n'a pas réussi à faire dans le cas de la vente du journal Le Soleil, alors que le premier ministre avait accepté de convoquer la commission parlementaire de la liberté de presse et d'inviter toutes les parties intéressées à comparaître devant cette commission. Est-ce que le premier ministre serait d'accord sur cette formule, qu'il soit permis à toutes les parties intéressées de venir devant cette commission parlementaire et de donner aux parlementaires toutes les explications dont nous aurions besoin sur cette question? Là, je pense qu'on pourrait peut-être dire que vous n'avez rien à cacher, mais jusqu'à ce moment-ci, vous ne nous avez rien montré. On ne peut pas dire que vous avez quelque chose à cacher; vous n'avez rien montré.

M. BOURASSA: M. le Président, à l'occasion des crédits, je pense que le député pourra poser des questions là-dessus. En principe, je n'ai pas d'objection à convoquer la commission parlementaire pour discuter des conditions, mais, si c'est la régie qui décide, évidemment, c'est une autorité non politique. Je pense que, comme première étape, le député pourra certainement discuter de cette question à l'étude des crédits.

Je pense que le député de Saguenay a une question supplémentaire à poser.

M. LESSARD: Justement, M. le Président...

M. SAMSON: M. le Président, je m'excuse, mais je voudrais, avec l'accord du député de Saguenay, dire que je pense que le premier ministre m'a mal compris. Si on discutait de cette question à l'occasion de l'étude des crédits, cela ne permettrait sûrement pas aux compagnies intéressées ou à la compagnie intéressée, aux résidents de l'île d'Anticosti de venir ou d'envoyer quelqu'un de leur groupe, des représentants pour discuter de cette question. C'est là toute la différence. Devant une commission parlementaire pour l'étude des crédits, bien entendu on peut en discuter, mais nous aurions seulement là le point de vue du gouvernement. Ce que l'on veut avoir, c'est le point de vue des autres, des intéressés, de ceux qui seront expropriés.

M. BOURASSA: Par la dernière phrase du député de Rouyn-Noranda, je comprends qu'il s'inquiète que le gouvernement soit trop exigeant vis-à-vis de Power Corporation !

M. SAMSON: Non, M. le Président. Je devrais, à ce moment-ci, invoquer la question de privilège. Je sais que le gouvernement n'est jamais trop exigeant envers Power Corporation. Mais il peut être trop exigeant envers les citoyens, les résidents de l'île d'Anticosti.

M. BOURASSA: Bien, M. le Président, si nous avons décidé d'exproprier, c'est parce que, précisément, nous considérons les intérêts du Québec comme supérieurs à tous les autres.

M. LESSARD: Question additionnelle, M. le Président.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Saguenay. Question additionnelle?

M. LESSARD: Oui. Pour qu'on soit bien clairs. Le ministre des Terres et Forêts a laissé entendre que la compagnie Consolidated-Bathurst allait conserver des privilèges de pourvoyeur de chasse et de pêche.

M. DRUMMOND: Non...

M. LESSARD: Justement, M. le Président, je veux que le ministre précise parce que c'était imprécis tout à l'heure. Est-ce que le ministre veut dire que ces privilèges vont être temporaires, pendant une période d'un an, jusqu'à l'expropriation complète, ou si ces privilèges seront permanents? Je pense que c'est important que le ministre précise.

M. DRUMMOND: Je m'excuse s'il y a eu un malentendu sur ce que j'ai dit. Je m'excuse d'avoir employé le terme "outfitting", mais je l'ai appris d'un Québécois francophone et non pas d'un anglophone. Alors, j'ai pensé que

c'était un terme répandu dans le langage de la province. Mais c'était seulement...

M. MORIN: Ne riez pas de vous-même, je vous en prie !

M. DRUMMOND: Mais en ce qui concerne ce devoir de la compagnie, ce sera sûrement jusqu'à la fin de cette saison de pêche et de chasse afin de permettre l'élaboration d'un plan d'aménagement de l'île d'Anticosti ou encore avoir — je m'excuse encore d'utiliser le terme — un "phasing" qui aura du bon sens et qui ne chambardera pas la population de l'île, parce qu'il y a évidemment beaucoup de problèmes de taille à régler.

M. MORIN: Dernière question supplémentaire, M. le Président...

LE PRESIDENT: Oui.

M. MORIN: ... avec la permission de mon collègue. C'est une chose que d'exproprier et c'est une autre chose que de déterminer le statut de ce territoire après l'expropriation. Je demande donc au premier ministre ou au ministre des Terres et Forêts, celui qui voudra bien me répondre, quel est le statut qu'on envisage pour ce territoire après l'expropriation. Est-ce que cela va tomber dans le domaine public pour être peut-être redonné à concession à Pierre, Jean, Jacques? Est-ce que cela va devenir un parc? Cela va être quoi, après?

M. BOURASSA: M. le Président...

M. MORIN: C'est important.

M. BOURASSA: C'est très important mais la réponse immédiate n'est pas absolument nécessaire étant donné que nous venons à peine de commencer les procédures d'expropriation. Nous aurons certainement l'occasion de répondre, très prochainement, pour dire quel pourra être le statut. Mais il n'est pas question que l'île d'Anticosti ne serve pas, que ce soit pour le ministère des Terres et Forêts ou que ce soit pour le ministère du Tourisme; mais elle ne servira pas du tout à ce que vient de mentionner le député de Sauvé.

M. ROY: M. le Président, dernière question additionnelle, étant donné que c'était la question originale que j'avais posée. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire si cette île, une fois qu'elle sera expropriée, va être administrée par un conseil municipal, pour faire suite un peu à la question posée par l'honorable député de Sauvé? J'aimerais bien savoir quel sera son statut officiel et de quelle façon les citoyens de l'île pourront être représentés étant donné que, dorénavant, ils feront partie à part entière du territoire du Québec, des citoyens ordinaires, un statut démocratique. Etant don-

né que le premier ministre a entrepris des procédures d'expropriation, c'est certainement pour faire quelque chose. On n'a pas entrepris des procédures d'expropriation pour rien. Alors, on aimerait être éclairé sur ce sujet.

M. BOURASSA: M. le Président, on va commencer par restaurer la démocratie sur le territoire de l'île puisqu'il va devenir domaine public, et nous aurons l'occasion de détailler davantage les conditions qui existeront à ce moment-là.

M. ROY: Est-ce que cela va être un régime de social-démocratie sur l'île d'Anticosti?

LE PRESIDENT: L'honorable député de La-fontaine.

Pollution causée par les produits pétroliers

M. LEGER: M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la qualité de l'environnement. Est-ce que le ministre a été saisi du problème de pollution dans les égouts de Pointe-aux-Trembles et dans le pipeline...

UNE VOIX: De la pollution dans les égouts?

M. LEGER: ... c'est cela... et de l'explosion et du feu qui ont été causés par des produits pétroliers qui ont été déversés soit par un pipeline ou par les égouts dans le fleuve?

Est-ce que le ministre sait s'il s'agit d'un déversement normal de la part d'une ou des compagnies de déchets industriels dans les égouts?

M. GOLDBLOOM: M. le Président, c'est un problème complexe que nous suivons depuis déjà un bon moment.

M. MORIN: Vous devriez dire "brûlant".

M. LEGER: C'est un problème brûlant.

M. GOLDBLOOM: Nous avons effectivement convoqué les raffineries de pétrole — les sept — à une réunion pour discuter avec elles non seulement de la situation actuelle mais d'exigences additionnelles qui seront imposées au cours des prochains mois, conjointement par le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Deuxièmement, j'ai été saisi d'un problème particulier où l'on affirme avoir trouvé des résidus pétroliers dans les égouts de Pointe-aux-Trembles. Je ne suis pas encore en mesure d'identifier la source de ces résidus.

En principe, toutes les raffineries envoient leurs résidus liquides à un centre reconnu, soit d'incinération ou de recyclage. J'ai des raisons

de croire que cette exigence n'a pas été respectée intégralement. Nous avons entrepris une enquête et nous avons déjà des informations qui nous permettent de croire que des correctifs ont été apportés à certaines des situations, mais il n'est pas acceptable que des résidus pétroliers soient déversés dans le réseau d'égouts.

M. LEGER: Une question supplémentaire, M. le Président. En principe, aussi, il y a des inspecteurs qui vérifient les déchets des compagnies; en pratique, est-ce que le ministre peut me dire si, dernièrement, ces temps-ci, des inspecteurs ont vérifié si les compagnies de pétrole faisaient le traitement de leurs eaux usées avant de les déverser dans les égouts de Pointe-aux-Trembles?

M. GOLDBLOOM: Ce travail est toujours en cours, M. le Président. Il y a littéralement des centaines d'usines qu'il faut visiter individuellement. Nous avons déjà visité plus d'une fois les raffineries du secteur est de l'île de Montréal. Nous irons de nouveau, au cours des deux prochains mois, à chacune des raffineries en compagnie d'une équipe technique du gouvernement fédéral. Nous vérifierons toutes les installations, tous les résidus, liquides et solides, et nous compléterons, dans chaque cas, le dossier qui est déjà partiellement compilé. Je dois dire partiellement parce que j'ai déjà dit que nous avons des raisons de croire que le règlement n'est pas encore respecté intégralement.

Donc, nous allons compléter le dossier et voir au traitement acceptable de tous les résidus de ces usines.

M. LEGER: Une question supplémentaire, M. le Président.

LE PRESIDENT: Dernière.

M. LEGER: Je sais que ce ne serait pas le temps, pour le ministre, de se promener avec le flambeau des Olympiques à côté des usines de Pointe-aux-Trembles ou des égouts de ce temps-ci parce que cela flamberait rapidement, mais est-ce que le ministre peut nous dire s'il y a, actuellement, en plus des études qu'il va poursuivre, des mesures d'urgence pour éviter que cela se produise à nouveau? Deuxièmement, est-ce que le ministre est satisfait des normes actuelles de surveillance et des normes actuelles concernant la quantité de déchets industriels que les compagnies déversent? Est-ce qu'il est satisfait des normes actuelles?

M. GOLDBLOOM: Non, M. le Président, je ne suis pas satisfait. Nous avons, au cours d'une période d'une année et demie, atteint je dirais entre 40 p.c. et 50 p.c. des résidus liquides de la grande région autour de la métropole. Nous avons donc encore beaucoup de travail à faire pour assurer le traitement sécuritaire des résidus en question.

Je ne suis cependant pas en mesure d'affirmer que la partie, la portion dont nous ne connaissons pas la disposition est nécessairement déversée d'une façon inacceptable. Je crois qu'il y a des compagnies qui ont entrepris des techniques de recyclage pour récupérer ces résidus et les réutiliser. D'ailleurs, nous avons reconnu plusieurs centres de recyclage des compagnies qui reçoivent les liquides, les récupèrent et les recyclent. Nous poursuivons ce travail avec une équipe spéciale qui visite chacune des usines. Cette équipe étant au travail de façon régulière, nous avons donc une certaine satisfaction qui devra nous mener à une plus grande satisfaction au fur et à mesure que nous obtiendrons le traitement de tous les résidus liquides.

LE PRESIDENT: Affaires du jour.

Maintenant, avant de passer aux affaires du jour, j'ai reçu un avis de l'honorable député de Beauce-Sud sur une question de privilège. Par contre, j'ai certaines réticences à accorder cette question de privilège et je préférerais être protégé par le consentement unanime de la Chambre. Voici la raison de ces réticences.

La lettre du député de Beauce-Sud se lit comme suit: "Cette question de privilège sera soulevée à la suite des propos du député des Iles-de-la-Madeleine au cours de la courte séance d'hier après-midi".

Je voudrais me référer à l'article 49 du règlement, deuxième paragraphe: "Un député peut toujours soulever une question de privilège à l'Assemblée immédiatement après qu'ont été prononcées les paroles ou que ce sont déroulés les événements qui y donnent lieu". Le respect du règlement aurait demandé que cette question de privilège soit soulevée subito hier, au moment des incidents invoqués.

M. ROY: M. le Président, avant de demander le consentement unanime de la Chambre, j'aimerais vous rappeler certains faits et souligner également certains points. D'abord.

M. LACROIX: Si on me permet, nous sommes prêts à lui accorder l'unanimité, M. le Président.

M. ROY: M. le Président.

LE PRESIDENT: Question de privilège accordée.

M. ROY: A l'unanimité. M. le Président,...

LE PRESIDENT: Vous pouvez soulever brièvement votre question de privilège.

Question de privilège

Accusations de M. Louis-Philippe Lacroix

M. Fabien Roy

M. ROY: Je soulève cette question de privi-

lège en vertu des articles 48 et 49 de notre règlement.

A la suite de questions que je posais au premier ministre hier, le député des Iles-de-la-Madeleine a tenu des propos malicieux afin de mettre en doute ma réputation et mon intégrité. Ceci dans le but évident de m'intimider et de m'empêcher de faire mon devoir à l'Assemblée nationale. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que ce député parle de dossiers et menace les députés de l'Opposition qui interrogent et qui gênent le gouvernement.

En violation de l'article 99, paragraphe 7, le député des Iles-de-la-Madeleine m'a accusé d'avoir fait perdre de l'argent à mes concitoyens de la Beauce dans une faillite comme directeur gérant et comme failli. Il n'a qu'à se référer à la page 734, page 2 du journal des Débats d'hier.

Devant de tels propos diffamatoires, comme je n'ai rien à cacher, M. le Président, absolument rien à cacher, je n'ai aucunement honte de ma conduite en aucun moment, je ferai donc la mise au point suivante: Pour l'information des députés du gouvernement, je leur dirai tout d'abord que je n'ai jamais fait faillite, même si dans le système actuel, ce n'est pas un déshonneur. Je vous dis, messieurs, qu'aucun d'entre vous n'en est exempt.

Deuxièmement, comme des milliers de Québécois actifs, j'ai détenu du capital-actions minoritaire dans une petite entreprise canadienne-française qui n'avait pas de contrat avec le gouvernement, encore moins de contrat sans soumission et dont aucun des directeurs n'avait de parenté avec des ministres. Entreprise qui, comme des centaines d'autres — je dis bien, comme des centaines d'autres — a dû faire cession de ses biens. A ce que je sache, ce n'est pas défendu d'être actionnaire dans une entreprise qui n'a pas d'acointance avec le gouvernement. Ce n'est pas malhonnête non plus, c'est encore moins criminel.

Est-ce à dire que le député des Iles-de-la-Madeleine me reprocherait d'avoir acheté des actions à \$10 de la SGF que le gouvernement a rachetées à \$6.38?

N'ayant été ni président, ni vice-président, ni directeur-général après deux ans, alors qu'elle était au bord de la faillite, j'avais été mandaté pour sortir cette entreprise du gouffre. Je n'ai pas réussi. C'est ça, sortir cette entreprise du gouffre.

Je n'ai pas réussi mais, M. le Président, est-ce que c'est défendu et est-ce que c'est malhonnête?

UNE VOIX: Sans intérêt.

M. ROY: Bien que cela se soit produit il y a 18 ans, au moment où je vous parle, M. le Président, des centaines d'autres petites entreprises du Québec sont aux prises avec les mêmes difficultés et sont menacées de faire cession de leurs biens à cause de l'incurie du gouvernement. J'aimerais qu'on me dise quelles sont les

petites et les moyennes entreprises du Québec qui sont à l'abri d'une cession de biens.

M. le Président, demander au gouvernement de rendre publique son administration est un devoir qui incombe à tous les députés de cette Chambre et, en particulier, c'est le devoir de l'Opposition. Nous, du Parti créditiste, n'avons jamais attaqué aucun membre de l'Assemblée nationale dans sa vie privée, ce dont j'ai été victime hier. Si cela devait se reproduire, je serais contraint d'envisager de me prévaloir des dispositions de notre règlement ainsi que de la Loi de la Législature, car me basant sur une décision que vous avez déjà prise en cette Chambre, nul n'a le droit d'empêcher par la menace un député d'exercer librement ses fonctions.

En terminant, je déclare n'avoir jamais eu, ni dans le passé, ni maintenant, quoi que ce soit à me reprocher dans ma conduite personnelle, et que ma famille et moi avons une réputation d'honnêteté et d'intégrité. Ce qui me permet de marcher la tête haute, M. le Président. Puisque le député a fait référence hier à un dossier, tel que le permet notre règlement en vertu de l'article 175, je déposerai dès demain matin un avis de motion qui paraîtra au feuillet de la Chambre pour demander au gouvernement de déposer ledit document dont le député m'a menacé hier.

M. LACROIX: M. le Président, je voudrais seulement ajouter quelques mots. J'avoue bien franchement que si j'étais à la place du député de Beauce-Sud, peut-être que j'aurais la même réaction.

DES VOIX: A l'ordre!

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. ROY: Je regrette, M. le Président.

M. LACROIX: Je n'ai jamais voulu attaquer...

M. ROY: Le député n'a pas la parole...

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. ROY: ... il ne s'est pas prévalu... il n'a pas le droit de réplique.

LE PRESIDENT: A l'ordre!... A l'ordre, messieurs! A l'ordre, s'il vous plaît!

Affaires du jour.

Questions posées au feuillet

M. LEVESQUE: M. le Président, réponses aux questions posées au feuillet. Article 5, question de M. Roy, réponse de M. Garneau.

M. GARNEAU: Lu et répondu. (voir annexe)

M. LEVESQUE: Article 7, question de M. Roy, réponse de M. Garneau.

M. GARNEAU: Lu et répondu. (voir annexe)

M. LEVESQUE: Article 8, question de M. Roy; je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Réponse de M. Garneau. Article 14, question de M. Roy; je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Réponse de M. Choquette. Document déposé. Article 15, question de M. Roy, réponse de M. Goldbloom.

M. GOLDBLOOM: Lu et répondu, M. le Président. (voir annexe)

M. LEVESQUE: Article 18, question de M. Samson; je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. MAILLOUX: Document déposé.

M. LEVESQUE: Article 19, question de M. Samson; je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. MAILLOUX: Document déposé.

Travaux parlementaires

M. LEVESQUE: M. le Président, immédiatement, au salon rouge, commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour l'étude des crédits du ministère de l'Education.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

M. ROY: J'avais une question à poser sur les questions.

M. LEVESQUE: Un instant, juste pour finir cela.

LE PRESIDENT: Une chose à la fois. Est-ce que cela concerne la présente motion?

M. BURNS: Non, M. le Président. Je ne veux pas interrompre le député de Beauce-Sud, mais je veux protéger mon droit de poser une question en vertu de l'article 34.

M. LEVESQUE: D'accord, mais si on...

LE PRESIDENT: D'accord.

M. LEVESQUE: ... disposait de la présente motion qui est devant la Chambre.

M. BURNS: Parfait, adopté.

LE PRESIDENT: Nous allons disposer de la motion pour la tenue de la séance de la commission de l'éducation. Cette motion est-elle adoptée?

UNE VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT: Adopté.
L'honorable député de Beauce-Sud.

M. ROY: M. le Président, je voudrais demander au ministre s'il a eu des indications ou s'il a des informations pour pouvoir nous dire à peu près vers quelle date le gouvernement compte répondre à la question no 1. Cela fait près de deux ans qu'elle est inscrite au feuillet de la Chambre. Il est à se demander réellement si on l'a oubliée. Je ne veux pas prêter d'intention au gouvernement, mais on est tenté de se poser certaines questions. C'est la question: "A quelle date fut signé le premier contrat entre la Iron Ore Company of Canada et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'Ungava?" Il y a six sous-questions à cette question.

M. LEVESQUE: M. le Président, c'est du député de Beauce-Sud que je m'attendais le moins à recevoir des reproches sur les questions auxquelles nous avons répondu aujourd'hui, parce que lui et son collègue de Rouyn-Noranda ont eu pratiquement le monopole et l'exclusivité des réponses du gouvernement.

M. ROY: Ce qui prouve qu'on travaille.

M. SAMSON: M. le Président, une question de privilège. Est-ce que je dois comprendre que le gouvernement...

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. SAMSON: ... voudrait acheter notre conscience en répondant à quelques questions, puis en se refusant à répondre à une principale question? J'espère que non.

M. LEVESQUE: Non, j'ai simplement dit peut-être que...

M. SAMSON: Ce n'est pas ça, ah!

M. BOURASSA: On veut justifier votre reconnaissance.

M. SAMSON: M. le Président, une autre question de privilège. Cela fait longtemps qu'elle est justifiée et que le gouvernement ne bouge pas.

M. BOURASSA: Un peu de patience.

M. LEVESQUE: Disons que je prends note de la question du député de Beauce-Sud et que je tâcherai de lui donner des nouvelles dans les plus brefs délais. Mais je voudrais bien qu'il comprenne que, quant à moi, je ne fais que recevoir les réponses des ministères et des organismes gouvernementaux et que je les transmets immédiatement à la connaissance de la Chambre. Je vais cependant en prendre note et demander si ça été oublié ou ce qui se passe.

Alors, demain matin, à partir de dix heures, il y aura séance des commissions. Nous allons poursuivre, demain matin, sans doute, si ce n'est pas terminé, l'étude des crédits du ministère de l'Éducation. Nous allons continuer, demain matin, l'étude des crédits du ministère des Transports et nous allons poursuivre les crédits du ministère de l'Agriculture, à moins évidemment que ces crédits ne soient adoptés. Vu qu'on ne siège pas aujourd'hui pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture et du ministère des Transports, il ne fait pas de doute que nous allons pouvoir utiliser la matinée de demain pour l'étude des crédits de ces trois ministères.

Nous verrons, demain après-midi, quant à la poursuite des travaux selon les progrès enregistrés.

LE PRESIDENT: Le député de Maison-neuve.

M. BURNS: M. le Président, ma question, en vertu de l'article 34, est la suivante. Il a, à plusieurs reprises, été question de la formation du comité ad hoc de la commission de l'Assemblée nationale relativement au financement des partis, relativement à tout ce problème de la réforme électorale, disons globalement. A plusieurs reprises, j'ai tenté de savoir auprès du gouvernement, soit du député de Terrebonne et ministre des Affaires culturelles ou encore du leader du gouvernement, ce qu'il advenait de ça. Chaque fois, on nous disait: Cela s'en vient.

Alors, je veux savoir du leader du gouvernement ou encore du ministre des Affaires culturelles, le député de Terrebonne, Terrebonne, Terrebonne, trois fois, bon...

UNE VOIX: Vendu.

M. BURNS: Je voudrais savoir, ou du leader du gouvernement ou du député de Terrebonne, ministre des Affaires culturelles, s'ils sont en mesure de me dire quand le sous-comité de la commission de l'Assemblée nationale, concernant la réforme électorale, sera formé et surtout quand il siégera.

M. LEVESQUE: Si je me le rappelle bien, lors de notre réunion à la commission de l'Assemblée nationale, nous n'avions pas formé de sous-comité, n'est-ce pas? Alors, il faudrait peut-être commencer par ça.

M. MORIN: Ah si, c'est un sous-comité formé par la commission elle-même.

M. BURNS: Non, il n'a pas été formé.

M. HARDY: Le sous-comité auquel réfère le leader parlementaire, je ne le sais plus là, le leader parlementaire ou le leader, en tout cas...

M. BURNS: Est-ce que vous connaissez la différence entre un leader parlementaire et un chef de l'Opposition?

M. HARDY: C'est parce qu'à lire les journaux on ne sait plus lequel est lequel, chez vous.

M. LEGER: Il se prend pour un petit Bourassa.

M. BURNS: Question de privilège, M. le Président.

M. HARDY: Vous ne voulez pas que je réponde?

M. LEGER: Il se prend pour Bourassa; de petites farces à la Bourassa.

LE PRESIDENT: Question de privilège.

M. BURNS: Je veux tout simplement soulever une question de privilège.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre!

M. BURNS: Ma question de privilège, M. le Président. C'est peut-être la première fois que de façon aussi directe un ministre ou un député fait allusion à un certain article, publié dans la Presse de la semaine dernière, de sorte que je n'avais pas cru bon de le relever. Mais afin qu'à l'avenir, M. le Président...

LE PRESIDENT: Question de privilège.

M. BURNS: ... étant donné les paroles mêmes du député de Terrebonne, celles qu'il vient de prononcer — comme vous l'avez dit tantôt, je dois le soulever immédiatement et je le

soulève immédiatement — pour éviter tout quiproquo — ceux-là qui ne savent pas ce que cela veut dire, ils pourront regarder dans le dictionnaire ce qu'est un quiproquo — premièrement, l'article en question n'est aucunement, ni du chef de l'Opposition, ni du leader parlementaire de l'Opposition.

LE PRESIDENT: A l'ordre, à l'ordre, messieurs!

M. BURNS: Deuxièmement, M. le Président, c'est pour cela que je fais cette affirmation à ce moment-ci, c'est pour cela que je soulève la question de privilège, je vous réfère et je réfère ceux qui voudront jouer à cela à l'avenir, à l'article 99. J'affirme que, premièrement...

M. BOURASSA: Vous ne serez pas candidat?

M. BURNS: ... M. René Lévesque est toujours président du Parti québécois, à ma connaissance et que, deuxièmement...

LE PRESIDENT: S'il vous plaît!

M. BURNS: ... cela aussi, c'est pour amuser les petits politiciens comme le premier ministre et le ministre des Affaires culturelles qui veulent jouer avec cela; ces petits politiciens-là, avant de reparler de cela, reliront l'article 99 et écouteront l'affirmation que je fais maintenant. Il n'est pas question, aucunement, ni de la part du chef de l'Opposition, ni de la part du député de Maisonneuve d'une course à la chefferie actuellement.

M. BOURASSA: Actuellement.

M. BURNS: Actuellement, ni dans les mois à venir.

M. BOURASSA: Oh, un beau lapsus!

M. BURNS: Oui, ça montre la grandeur...

M. BOURASSA: Un beau lapsus.

M. BURNS: ... du petit politicien...

M. BOURASSA: Un beau lapsus.

M. BURNS: ... qui s'appelle le député de Mercier.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre!

M. BURNS: Vous êtes un tout petit politicien.

M. BOURASSA: C'est révélateur.

M. BURNS: Je vous avoue que j'aurais aimé cela vous voir...

M. HARDY: M. le Président...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, à l'ordre, à l'ordre ! A l'ordre, messieurs, à l'ordre ! J'inviterais l'honorable ministre des Affaires culturelles à répondre sans soulever de débat.

M. HARDY: Oui, M. le Président.

M. BURNS: Je dois dire, M. le Président, que ni l'un ni l'autre, si jamais il y avait une course à la chefferie, ne recevrait de fonds de la famille O'Bront.

DES VOIX: Oh, oh!

M. LACROIX: Vous en recevriez peut-être du Parti communiste.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre!

M. HARDY: M. le Président, après l'admission judiciaire du député de Maisonneuve, puis-je lui dire que pour que le sous-comité auquel il réfère soit constitué, il faudrait y avoir une réunion de la commission de l'Assemblée nationale. Comme le sait très bien le député de Maisonneuve, l'organisme auquel il réfère était un sous-comité de la commission de l'Assemblée nationale et seule la commission de l'Assemblée nationale a juridiction pour former ce sous-comité.

M. BURNS: Sauf que, M. le Président... Les caves qui applaudissent et qui ne savent pas pourquoi, on va les attendre.

DES VOIX: Oh, oh!

M. BURNS: Je demande simplement ceci, M. le Président.

M. BOURASSA: Un peu de tenue. Question de privilège au nom des députés.

M. BURNS: Au nom des caves, M. le Président?

M. BOURASSA: C'est quand même la fête...

M. BURNS: Envoyez donc, défendez-les!

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, à l'ordre !

M. BURNS: D'ailleurs, vous êtes assez petit...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, à l'ordre, messieurs !

M. BURNS: ... comme premier ministre pour défendre n'importe quoi.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs, s'il vous plaît. A l'ordre!

M. BOURASSA: C'est la fête des travailleurs, aujourd'hui; on s'attendrait que le camarade, député de Maisonneuve, serait un peu plus serein.

M. BURNS: Ce n'est sûrement pas votre fête.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. BURNS: M. le Président, cette dernière remarque, je ne la relève pas. Le premier ministre ne sait pas de quoi il parle; ce n'est pas sa fête, c'est la fête des travailleurs.

M. BOURASSA: Je suis député des travailleurs.

M. BURNS: M. le Président, je veux tout simplement...

LE PRÉSIDENT: S'il vous plaît, messieurs, est-ce que vous allez m'inviter à suspendre la séance ou si nous devons continuer?

M. LEVESQUE: Alors je propose l'ajournement de la Chambre. Je pensais que c'était une invitation.

M. BURNS: M. le Président, je pose la question au ministre des Affaires culturelles. Je sais comme lui, comme vous le savez, M. le Président, que c'est la commission de l'Assemblée nationale qui va déléguer ce sous-comité, sauf que lorsque nous avons siégé à la commission de l'Assemblée nationale, le ministre nous a dit qu'il n'était pas prêt à former ce sous-comité. C'est pour ça que je pose la question. Quand sera-t-il prêt à former ce sous-comité? Je sais fort bien que ça relève de cette commission.

M. HARDY: Aussi rapidement que possible.

M. BURNS: Pardon?

M. HARDY: Aussi rapidement que possible.

M. BURNS: Cela veut dire quoi, en pratique? Cela fait déjà, au cas où vous ne le sauriez pas, quatre mois que vous nous avez dit ça. Cela fait quatre mois que vous nous avez dit que ce sous-comité serait formé.

M. LEVESQUE: M. le Président, je veux rassurer le député de Maisonneuve. Lorsque le ministre dit: Aussi rapidement que possible, il peut prendre sa parole. Même si nous le voulions, même si nous avions la formation immédiate de cette commission, nous n'aurions pas le temps, vu le calendrier chargé que nous avons, de faire travailler cette commission à ce moment-ci. Le député est d'accord sur cela?

M. BURNS: Est-ce que...

M. LEVESQUE: Je vais m'entretenir avec mon collègue, le ministre des Affaires culturelles, et dès que ce sera possible, nous procéderons à la formation de ce sous-comité.

M. BURNS: Est-ce que je dois comprendre que ce sous-comité ne siégera pas d'ici l'ajournement d'été?

M. LEVESQUE: Non, je n'ai pas dit ça. J'ai dit que, pour le moment, nous avons un calendrier très chargé avec les commissions parlementaires étudiant les crédits.

M. MORIN: M. le Président, sur la même question. L'un des sous-comités en question était constitué de personnes extérieures à l'Assemblée, si ma mémoire est bonne; certaines de ces personnes sont décédées, notamment le professeur Meynaud, et n'ont pas été remplacées depuis lors. Est-ce que nous parlons de la même chose?

M. HARDY: M. le Président, comme d'habitude, le député de Sauvé est dans les patates. M. le Président, il confond totalement une sous-commission spéciale qui étudiait le mode de scrutin et la sous-commission qui s'occupait des finances électorales. Au moins, avant de faire des avancés, le député de Sauvé pourrait consulter son collègue, le député de Maisonneuve; la course à la chefferie ne devrait pas les empêcher de se parler et de consulter leurs chercheurs...

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. MORIN: Comme cela intéresse la bonne marche des travaux de cette Chambre, j'aimerais alors demander au ministre responsable ce qu'il est advenu de ce comité ou de ce sous-comité, je pense qu'on l'appelait sous-comité, mais ma mémoire peut me faire défaut, étant donné que ça fait fort longtemps. Qu'est-ce qu'il est advenu du sous-comité et quand sera-t-il reconstitué et comment peut-on le reconstituer?

M. HARDY: M. le Président, comme je ne suis pas un expert en droit parlementaire, comme le député de Sauvé, mais que j'ai au moins appris le règlement qui nous régit ici, je rappellerai au député de Sauvé qu'il m'est interdit de répondre à sa question en Chambre. Le sous-comité auquel il se réfère dépend de la commission de l'Assemblée nationale, c'est à la commission de l'Assemblée nationale que je pourrai répondre à la question du député de Sauvé et non ici, parce que ma réponse serait irrégulière, comme la question du député de Sauvé est irrégulière.

LE PRESIDENT: Affaires du jour.

**Reprise du débat
sur la motion de M. Burns
concernant le salaire minimum**

M. LEVESQUE: M. le Président, la motion.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Taillon.

M. Guy Leduc

M. LEDUC: M. le Président, en vue de rafraîchir la mémoire des collègues de l'Assemblée nationale, permettez-moi de lire la motion qu'à présentée, il y a trois semaines ou un mois, le député de Maisonneuve.

La motion se lit comme ceci: "Que cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être porté, le 1er mai 1974, à \$2.50 l'heure et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie".

Vous vous souviendrez sans doute que lors du premier débat sur cette motion, il a été question d'un groupe de députés qui avaient signé une requête présentée au ministre du Travail. Je voudrais profiter de cette occasion pour faire une correction. J'ai signé cette requête mais, dans les journaux, ceux qui ont rapporté la nouvelle ont mentionné, à quelques reprises, que les signataires de la requête demandaient le taux minimum de \$2.50, ce qui est faux.

Il n'en demeure pas moins, cependant, que le gouvernement a la responsabilité de voir à ce que les gens aient un salaire valable. Il a la responsabilité, lorsqu'il décide et lorsqu'il émet une ordonnance, non seulement de tenir compte du revenu du citoyen mais il doit en même temps tenir compte des conditions économiques et sociales. Il doit être conscient de l'effet de cette augmentation de salaire horaire sur la petite et moyenne entreprise. Je pense bien, et tous seront d'accord, que le salaire minimum de \$2.50 ne se retrouve pas dans les grandes entreprises, spécialement celles qui ont des syndicats qui représentent les employés auprès de la direction.

Cependant, le gouvernement est conscient de sa responsabilité et il a montré sa responsabilité en cette matière en augmentant le salaire minimum au cours des dernières années. Aujourd'hui, en fait, le salaire est porté à \$2.10. Mais nous sommes conscients qu'il doit y avoir des rajustements. Nous sommes conscients que c'est la responsabilité non seulement du ministre du Travail mais aussi du cabinet de se tenir à la page, en 1974 ou 1975.

Motion d'amendement de M. Leduc

M. LEDUC: En conséquence, je propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots qui suivent le mot "minimum" par les suivants: "doit être ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des conditions économiques et sociales". Si vous me le permettez, M. le Président, je voudrais relire, dans sa totalité, ce que serait l'amendement à cette motion, c'est-à-dire ceci:...

M. BURNS: Est-ce que vous en avez une copie?

M. LEDUC: J'ai une copie pour...

M. BURNS: ... une copie pour tout le monde, cela ne vous en prendrait pas beaucoup.

M. LEDUC: Alors, je lis la motion en totalité: "Cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des conditions économiques et sociales".

Je crois — et je termine avec ceci — que l'amendement que je propose est beaucoup plus logique, beaucoup plus valable, beaucoup plus près de la réalité que la motion que nous présentait le député de Maisonneuve, parce que, dans sa motion, le député de Maisonneuve restreignait la révision du salaire minimum à une fois par année. Dans sa motion, il mentionne "annuellement" tandis que nous, conscients des possibilités d'une augmentation du coût de la vie, conscients des besoins de satisfaire les revenus minimums de nos gens au Québec, nous mentionnons qu'il doit être ajusté périodiquement, ce qui veut dire tous les trois mois ou tous les six mois et non pas tous les ans.

Alors, je pense, en terminant, que cette motion démontre encore une fois à quel point le gouvernement libéral est conscient de ses responsabilités et veut satisfaire le Québécois, non pas une fois par année mais chaque fois qu'il en a besoin. Merci.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): L'honorable député de Rimouski.

M. Claude Saint-Hilaire

M. SAINT-HILAIRE: M. le Président, à ce stade-ci, il me fait plaisir d'intervenir en cette Chambre pour appuyer mon collègue, le ministre du Travail, pour hausser le salaire minimum, de \$1.85 qu'il était auparavant, à \$2.10, à compter d'aujourd'hui, au lieu de \$2 tel qu'il était prévu.

Je crois que dans la situation actuelle, la situation économique qui prévaut, il nous faut absolument peser et soupeser les conséquences des actes que nous avons à poser en cette Chambre.

D'un côté, vous avez les employeurs qui ont à subir non seulement des augmentations de salaire mais aussi des augmentations dans tous les autres secteurs de leurs entreprises et, de l'autre, vous avez les employés qui, eux aussi, ont besoin de certaines augmentations de salaire.

Il faut comprendre que si l'on met en danger l'entreprise par des hausses trop rapides, les employés n'y gagneront rien parce que le

nombre d'employeurs payant le salaire minimum diminuera et, de ce fait, les emplois diminueront, eux aussi. De toute évidence, ces personnes auraient à subir des inconvénients encore plus grands.

Le montant actuellement proposé n'est pas un idéal, c'est bien évident, mais il a été indexé. D'ailleurs, le ministre lui-même a promis que le montant sera à nouveau indexé lors de l'établissement du nouveau taux qu'auront à payer les employeurs en novembre.

Le taux d'inflation enregistré l'an dernier a été d'approximativement 10 p.c. L'augmentation proposée par le ministre pour les six mois à venir représente 5 p.c., en plus de l'augmentation d'environ 6 p.c. qui avait déjà été décrétée. Il faut comprendre que la bataille de concurrence qu'ont à livrer la majorité des entreprises ne payant que le salaire minimum est généralement très forte, et des fluctuations trop grandes dans les coûts de revient sont certes de nature à compromettre grandement la stabilité économique de ces entreprises.

Je considère, M. le Président, qu'il est de notre devoir de donner aux employés du salaire minimum des augmentations indexées au coût de la vie et nous devons le faire à l'avenir. Le ministre du Travail, par son geste, répond aux augmentations dues à l'inflation. L'augmentation proposée ou demandée par le leader de l'Opposition représente une augmentation de 25 p.c., en plus de celle de 6 p.c. qui avait déjà été prévue. Il est bien évident — je pense que tous les membres de cette Chambre sont conscients de cette situation — qu'aucune entreprise actuellement au Québec, n'ayant pas été prévenue d'une telle situation, pourrait subir une augmentation de coût de 31 p.c. sans subir des contrecoûts énormes dans l'entreprise même.

Il est donc évident qu'en tant que gouvernement, nous ne pouvons accepter une augmentation de l'ordre de 31 p.c. et de ce fait, je crois que les employés couverts par cette Loi du salaire minimum sont justifiés et seront toujours justifiés de recevoir un salaire indexé au coût de la vie.

De mon côté, vous pouvez être assuré, M. le Président, qu'il me fera extrêmement plaisir de voter pour l'augmentation édictée par le ministre du Travail. Merci.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le chef de l'Opposition.

M. BONNIER: M. le Président...

M. MORIN: C'est moi ou c'est...

UNE VOIX: Dissension!

M. HARDY: Le vrai chef!

M. BURNS: M. le Président, les farces plates habituelles, plates, vraiment plates, du député de Terrebonne...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce que vous parlez sur l'amendement?

M. BURNS: Exactement. J'allais parler sur l'amendement et j'allais expliquer justement que le chef de l'Opposition voulait parler sur la motion principale et non pas sur l'amendement. C'est pour cela que je lui ai fait signe.

M. HARDY: Il ne connaît pas son règlement!

M. BURNS: C'est une chose qu'il connaît très bien, sauf que c'est un rôle que j'ai particulièrement comme leader, et le député de Terrebonne le sait fort bien. C'est davantage le leader parlementaire qui doit s'occuper de la procédure. Je ne pense pas que je doive lui expliquer cela.

M. HARDY: La théorie et la pratique. Vous feriez un meilleur chef!

M. Robert Burns

M. BURNS: M. le Président, je veux tout simplement dire ceci, relativement à l'amendement qui a été proposé par le député de Taillon, amendement que je qualifierais de faux-fuyant à la discussion que nous tenons actuellement.

Si on relit la motion qui a été faite et qui a été déposée par moi en date du 3 avril, M. le Président, cette motion voulait deux choses. Elle voulait, premièrement, que le salaire minimum soit augmenté à \$2.50 l'heure à compter du 1er mai. C'était le premier but de cette motion. Le deuxième but de la motion était, une fois que le salaire minimum aurait été augmenté à \$2.50, qu'il soit indexé à l'augmentation du coût de la vie. La fin de cette motion dit: "... Et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie."

Ce que le député de Taillon fait actuellement, M. le Président, c'est tout simplement enlever la partie importante de ma motion. Je n'oserais même pas discuter sur la recevabilité de cette motion. Vous avez le droit, en tout temps, M. le Président, de décider qu'elle n'est pas recevable, si vous pensez qu'elle ne l'est pas. Je pense qu'elle ne l'est pas, personnellement. Mais je n'argumenterai même pas sur cet aspect parce que je trouve que vraiment ce serait rabaisser la discussion à un autre niveau que celui auquel elle doit se tenir.

Cette motion, qui se veut une motion d'amendement, fait tout simplement ceci: elle ne fait qu'éviter le problème, entre autres, pour les 47 députés libéraux qui ont signé une pétition demandant que l'augmentation du salaire minimum soit jusqu'à \$2.50 l'heure.

M. LEDUC: M. le Président, une question de privilège.

Quand ai-je signé ou mes autres collègues ont-ils signé une pétition où on mentionnait un salaire horaire en chiffres ou en lettres? Il n'a jamais été question de \$2.50 ou \$2.05 ou \$3.25. Cela a été reproduit dans les journaux que nous avons signé quelque chose à \$2.50, mais on n'a jamais signé cette chose. Si vous vous référez au journal des Débats, au moment où le député de Verdun a lu le texte de la pétition, vous vous apercevrez qu'il n'y a pas de montant d'argent mentionné dans cette requête.

M. LEGER: Vous l'avez laissé croire, vous n'avez rien corrigé.

M. BURNS: M. le Président, la raison pour laquelle je faisais cette mention — je suis bien content de la rectification qui est faite par le député de Taillon — c'était que les 47 députés en question avaient laissé croire — maintenant, ce n'est plus vrai, c'est clair; le député de Verdun en avait parlé, mais peut-être pas aussi clairement que le député de Taillon vient de le dire — qu'à un moment donné eux aussi étaient d'accord sur l'augmentation du salaire minimum à \$2.50 l'heure. Le député de Taschereau avait aussi laissé croire qu'il était d'accord, en principe, sur ça. Le député de Sainte-Marie, par son télégramme adressé au groupe de réflexion et d'information politique de Saint-Henri, c'est-à-dire celui qui mène la bataille depuis bien avant nous, je dois l'admettre... Même si c'est dans le programme du Parti québécois, en fait, ce qui a remis l'affaire dans l'actualité, c'est la bataille qui a été menée par le GRIP de Saint-Henri. Or, la réponse donnée, entre autres, par le député de Sainte-Marie à une certaine commission extraparlamentaire pour étudier cette augmentation du salaire minimum à \$2.50 l'heure, disait: Je suis entièrement d'accord. D'ailleurs, ça paraît au journal des Débats; je l'ai cité dans la présentation de ma motion lors de la première discussion de cette motion.

M. le Président, actuellement, le député de Taillon veut tout simplement s'éviter — je le vois venir, n'importe qui est capable de voir venir ça, c'est tellement gros, tellement large et tellement cousu de fil blanc — d'avoir à voter contre le chiffre de \$2.50 l'heure. En effet, l'amendement ne fait qu'éliminer l'augmentation du salaire minimum tel qu'il est actuellement, soit dit en passant, à compter d'aujourd'hui, à \$2.10; il ne fait tout simplement qu'éliminer cet aspect-là de la question. Il dit: Le montant actuel, on est d'accord là-dessus et on va l'indexer au coût de la vie à l'avenir.

Je vous dis que nous allons voter contre l'amendement du député de Taillon pour une simple raison, c'est que c'est déjà inclus dans la motion que j'ai proposée. L'indexation du salaire minimum au coût de la vie est déjà là. C'est dans la deuxième partie de la motion.

Et si je vote, M. le Président, c'est pour ça que je vais voter contre cette motion, c'est pour ça que mes collègues vont voter contre elle. Je

vais voter contre et qu'il soit bien compris, M. le Président, même si le député de Taillon aimerait bien qu'on comprenne autre chose, je vais voter contre \$2.50 l'heure comme salaire minimum. Ce sera le sens du vote qui va être pris sur l'amendement, M. le Président.

UNE VOIX: On savait.

M. BURNS: Et à ce moment-là, on saura que les députés qui votent pour l'amendement du député de Taillon votent pour \$2.10 l'heure, c'est-à-dire le salaire minimum tel qu'il est en vigueur à compter d'aujourd'hui et non pas en faveur des \$2.50 l'heure comme le veut ma motion. C'est ce que dit la motion du député de Taillon et c'est ce pourquoi, M. le Président, même si je suis d'accord... et là, on va faire les gorges chaudes de l'autre côté, je les attends, je vois la verve habituelle du député de Terrebonne qui va venir me dire: Le député de Maison-neuve vote contre un élément de sa propre motion; je le vois venir là-dessus, lui ou un autre du même style, du même acabit, dirais-je. Mais, M. le Président, si on comprend...

UNE VOIX: Le même acabit.

M. BURNS: ... il sait fort bien ce que je veux dire quand je dis acabit.

M. MORIN: Il sait ce que veut dire acabit, c'est mieux que l'ancien ministre.

M. BURNS: C'est mieux que l'ancien ministre, oui.

Alors, M. le Président, je veux tout simplement dire...

M. MORIN: Un homme cultivé.

M. BURNS: ... qu'une motion d'amendement comme celle-ci est, à toutes fins pratiques, une motion qui veut ou qui voudrait que les députés qui seront appelés à voter éventuellement, en fin de journée, sur la motion principale... je voudrais leur éviter de voter contre une augmentation de salaire minimum à \$2.50 l'heure. C'est cela et ce n'est pas plus que ça.

Mais, M. le Président, j'espère que tous les gens qui suivent ce débat sauront faire la différence, sauront qu'à un moment donné si je vote contre l'amendement proposé par le député de Taillon, c'est parce que justement je veux que le vrai problème reste sur la table, à savoir si le seuil de la pauvreté, comme toutes les études que nous avons citées nous le démontrent, est en bas de \$2.50 l'heure ou en haut de \$2.50 l'heure? C'est la question fondamentale, M. le Président, et pas d'autres. Quel que soit le faux-fuyant utilisé par les députés ministériels pour tenter d'éviter, d'"éviter", comme disent les Anglais, "to evade — vous savez, M. le Président — the question". C'est exactement ça qu'on essaie de faire, on essaie d'éviter de se prononcer.

M. HARDY: Michaud n'aimera pas cela.

M. BELLEMARE: Ne riez pas de vous-même.

M. BURNS: M. le Président...

M. BELLEMARE: Ne riez pas de vous-même.

M. BURNS: ... c'est pour ces simples raisons que je dis que mon groupe parlementaire votera contre l'amendement, simplement parce que c'est un amendement qui veut éviter de prendre un vote sur la véritable question, savoir est-ce que \$2.50 l'heure, c'est un minimum vital ou non. C'est ça, en fait, que dans le présent débat, on n'a pas pu avoir comme réponse.

J'aimerais entre autres — j'imagine qu'il interviendra à un moment donné quand on aura disposé de cet amendement ou peut-être même sur l'amendement — que le ministre du Travail qui, lui-même, nous a annoncé dans sa grande générosité l'augmentation du salaire minimum à \$2.10 à compter du 1er mai 1974, nous dise comment, selon lui, quelqu'un est en mesure de vivre avec moins de \$100 par semaine actuellement. Et j'aimerais ça qu'il me dise, éventuellement... vous aurez le temps, M. le ministre...

M. COURNOYER: C'est parce que vous...

M. BURNS: Non, vous aurez le temps, laissez-moi terminer, mon temps est limité.

M. COURNOYER: Oui, oui, d'accord! Je vais vous attendre, n'importe quand.

M. BURNS: Je sais que vous ne comprenez pas, je sais que vous ne comprenez pas les procédures, ce n'est pas votre faute.

M. COURNOYER: Je comprends très bien ce que vous dites, par exemple.

M. BURNS: Non, vous ne comprenez pas les procédures, vous nous l'avez dit à plusieurs reprises. D'ailleurs...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre, à l'ordre!

M. COURNOYER: Et tant que ce sera comme ça, je ne viendrai pas plus souvent.

M. BURNS: Vous ne venez pas assez souvent en Chambre pour savoir ce qui s'y passe. De toute façon, M. le Président...

M. HARDY: Il n'aime pas votre démagogie.

M. BURNS: ... ce que j'aimerais, c'est que le ministre du Travail, lui qui nous a dit qu'il fallait garder les prestations d'assistance sociale à un niveau pas trop élevé, qu'il fallait aussi qu'on garde le salaire minimum pas trop, trop,

trop à égalité avec ces prestations pour inciter les gens au travail et qu'il ne fallait pas trop, trop augmenter le salaire minimum pour ne pas faire mal à trop d'entreprises, j'aimerais qu'il me parle aussi de l'autre volet de la question, à savoir comment est-ce que quelqu'un peut, avec moins de \$100 par semaine, réussir à vivre. Un peu comme le député de Saint-Jacques...

M. COURNOYER: ... question, là je ne suis plus ici, je ne connais pas ça mais...

M. BURNS: J'invoque le règlement, M. le Président.

M. COURNOYER: ... question de privilège.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre!

M. COURNOYER: Est-ce que j'ai un privilège?

M. BURNS: Est-ce que j'ai la parole?

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! ... A l'ordre! Vous avez le droit...

M. COURNOYER: Tu ne connais pas ça. Question de privilège. Est-ce que j'ai un privilège, moi?

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre, Vous aurez le droit de parler dans quelques minutes.

M. COURNOYER: M. le Président, une question de privilège. Est-ce que j'ai le droit de poser ça, moi, une question de privilège?

M. BURNS: Venez plus souvent, vous allez le savoir.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Quelle est la question de privilège?

M. COURNOYER: Quand le député de Maisonneuve me dit que je...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! Une minute...

M. BURNS: M. le Président...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Une minute. A l'ordre! Je veux savoir s'il y a une question de privilège ou non, je n'ai pas entendu.

M. COURNOYER: Je n'en ai pas de privilège. Très bien je ne m'obstinerai pas. Parlez. Pas de problème. M. le député de Maisonneuve, je m'excuse de vous avoir interrompu.

M. HARDY: Une dictature marxiste.

M. BURNS: Le ministre du Travail devrait savoir que s'il croit que j'interprète mal ses paroles, s'il croit que je le cite mal — et vous le savez, vous, parce que vous venez souvent en Chambre, lui, il ne le sait pas parce qu'il ne vient pas souvent en Chambre, mais j'aimerais que vous le lui disiez — si je l'interprète mal, si je le cite mal, il aura toujours le droit de me répondre, même sans perdre son droit de parole, d'ailleurs, soit dit en passant, mais après que j'aurai terminé.

M. COURNOYER: M. le Président, moi je n'ai pas d'objection à suivre exactement la procédure décrite par le député de Maisonneuve. Je lui demande tout simplement, sans que je sois obligé de poser la question de privilège et toute la patente, de tenir compte que — il est honnête ordinairement — quand vous dites des choses que je pense avoir dites, pensez-y vous-même, demandez-moi pas que je vous rappelle à l'ordre, pour l'amour du ciel!

M. BURNS: M. le Président, j'invoque le règlement. Le ministre, comme vous le savez, puis comme vous l'avez dit, et je vous demande de le lui dire directement... Je ne le blâme pas de ne pas le savoir, M. le Président, il ne vient pas souvent. Ce n'est pas sa faute, il n'aime pas ça. Il n'aime pas ça, M. le Président, venir ici, mais...

M. COURNOYER: Ce n'est pas une question de ne pas savoir. La question est de savoir M. le Président, si j'ai confiance en vous ou pas.

M. BURNS: ... expliquez-lui, je vous en prie, pas juste pour moi, pour les autres députés qui veulent parler — il n'aime pas ça se faire interrompre pendant qu'il parle — que s'il est mal cité, mal interprété, il peut revenir après. Il n'y a pas de problème, il ne perd même pas son droit de parole. Alors tout ça pour dire, M. le Président...

M. COURNOYER: M. le Président, je ne veux pas l'interrompre, j'ai confiance en lui.

M. BURNS: M. le Président, j'invoque le règlement. Est-ce que j'ai droit de parole?

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! A l'ordre! Je demande au ministre du Travail de laisser parler le député. Vous aurez l'occasion de parler dans quelques minutes. Vous aurez le droit de répondre dans quelques minutes.

M. COURNOYER: Si c'est ça qui est permis, parlez.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! A l'ordre!

M. BURNS: M. le Président, à l'ordre, M. le Président.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Pas à l'ordre à moi, mais à l'ordre à lui.

M. BURNS: Je vous demande de le rappeler à l'ordre, s'il vous plaît.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Je l'ai déjà rappelé à l'ordre. Est-ce que le député de Maisonneuve veut continuer, s'il vous plaît?

M. BURNS: Alors je disais, M. le Président,...

M. HARDY: C'est simple, dites la vérité.

M. BURNS: ... je disais et je le répète, parce que le ministre n'a pas l'air d'aimer que je le dise, qu'il ne vient pas souvent en Chambre. Je le comprends de ne pas savoir ce qui se passe ici. Je le comprends très bien, et je suis prêt à être indulgent à son endroit, mais il faudrait qu'il reconnaisse que, de temps à autre, nous autres aussi on aimerait ça lui poser des questions, entre autres sur les politiques qui l'ont amené à décider que \$2.10 c'était mieux que \$2 ou que \$1.85 ou que \$2.50. J'aimerais ça que le ministre soit ici de temps à autre pour répondre à ce genre de question.

Et le ministre peut-être nous dira — et c'est là que je reviens à l'aspect que je mentionnais tantôt, quand j'ai été interrompu par le ministre qui, par hasard, est ici cet après-midi, tant mieux, on est bien content, on saura comment il va voter là-dessus — en plus tous les autres facteurs qu'il a utilisés pour estimer que \$2.10 c'était suffisant pour un travailleur au salaire minimum, pour gagner sa vie. J'aimerais qu'il nous explique ça...

M. HARDY: Vous mentez.

M. BURNS: J'aimerais ça qu'il nous dise, en plus, tous les autres facteurs, tels que: les entreprises ne pourraient peut-être pas le payer, que l'aide sociale doit être constamment examinée en relation avec le salaire minimum, et que le salaire minimum doit être plus élevé que l'aide sociale. J'aimerais ça aussi que le ministre des Affaires sociales vienne nous dire s'ils se sont consultés, les deux ministres en question, l'un pour garder le salaire minimum pas trop plus élevé, puis l'autre pour garder l'aide sociale assez basse, pour qu'on ne soit pas obligé de trop monter le salaire minimum. Ce sont les questions de base, ce sont les questions de fond auxquelles nous aimerions sérieusement avoir des réponses, mais auxquelles nous n'aurons pas de réponse si jamais, par un revers de la main, on rejetait la motion que je propose et si on acceptait l'amendement proposé par le député de Taillon.

C'est pour cela qu'on va voter contre la motion du député de Taillon.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Sur l'amendement?

M. Camille Samson

M. SAMSON: Oui, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'attention l'amendement qui nous a été présenté par le député représentant le gouvernement. Savez-vous, M. le Président, que, si nous lisons cet amendement, une fois composé avec la motion principale, cela voudrait dire que "Cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des conditions économiques et sociales".

J'ai été, M. le Président — je vous l'avoue — presque tenté d'applaudir quand j'ai entendu le député nous présenter son amendement. J'ai été presque tenté d'applaudir parce que, un peu comme les autres députés à ce moment-là, je discutais avec un autre de mes collègues et je ne portais pas tellement attention. Comme cela arrive souvent aux députés du Parti libéral de ne pas porter attention, je les comprends d'avoir applaudi à cet amendement. Mais, quand je le lis, quand je regarde ce qui est présenté et ce que cela veut dire, je trouve cela moins drôle.

D'abord, l'idée qui est présentée par le député, celle d'ajuster périodiquement le taux en fonction de l'indice des prix à la consommation, cela semble intéressant. Ce que le député a oublié de dire, c'est que même si on ajustait le taux en fonction de l'indice des prix à la consommation, ça ne réglerait pas le problème dans le cas présent, parce qu'aux jours d'aujourd'hui le salaire minimum est déjà trop bas. Alors, si, dans une période d'un an, de deux ans, ou de cinq ans, on ajuste progressivement, si on ajuste, si vous le voulez, le taux chaque fois qu'il y aura une augmentation de l'indice du coût de la vie, cela va augmenter, oui, mais cela va toujours garder le salaire minimum à un taux inférieur à la normale. Le problème qui nous préoccupe présentement, c'est qu'il est trop bas. Ajusté dans cinq ans d'ici, avec les augmentations qui nous arriveront pendant ce temps-là, cela va augmenter, oui, mais cela va toujours garder le salaire minimum trop bas. C'est cela que les députés libéraux n'ont pas compris.

Il y a aussi une autre chose qui est importante, c'est que si nous avons une motion devant l'Assemblée nationale pour discuter du salaire minimum à \$2.50 l'heure, c'est parce qu'il a été jugé important que ce soit les députés élus, que ce soit les élus du peuple qui se prononcent sur cette question du salaire minimum et non des fonctionnaires attachés à des commissions, qui sont payés par le gouvernement, qui sont engagés par le gouvernement et, évidemment, qui ont de la reconnaissance. Suivant la façon dont ça marche, on voit qu'il y a beaucoup de reconnaissance envers le gouvernement de la

part de ces créatures-là. Or, si nous avons considéré important d'amener le sujet devant l'Assemblée nationale, c'est que les députés à l'Assemblée nationale, sont des élus du peuple. Ce sont des gens qui ont des comptes à rendre à leurs électeurs; ils ont des comptes à rendre aussi au petit travailleur, au petit salarié, à celui-là qui fait durement les frais de l'inflation actuellement.

A l'appui des revendications que nous retrouvons à la motion principale — c'est pourquoi je voterai contre la motion d'amendement du député — on nous a même fourni un budget type de la famille Jean-Némard de Cournoyer. Certains vont comprendre ce que cela veut dire; ils vont se retrouver, car je pense que tous les députés ont obtenu ce document dans lequel, évidemment, apparaît le budget type. Vous voyez qu'avec \$2.10 l'heure, ce qui est le taux en vigueur à partir d'aujourd'hui, ce personnage, qui est père de deux enfants, se verra octroyer pour 40 heures par semaine une somme de \$84. Après les déductions — évidemment, tout le monde comprend ce que sont les déductions; tous nous en sommes victimes, quel que soit le niveau de salaire que nous recevons — avec, en plus de cela, les allocations familiales, cela veut dire une personne qui, à compter d'aujourd'hui, gagnera \$2.10 l'heure, avec une famille de deux enfants, aura un revenu par semaine de \$96.22.

A l'encontre de cela, on énumère les dépenses qui se totalisent à \$118 par semaine, pour un déficit de la semaine de \$21.66.

M. le Président, je voudrais vous faire remarquer ceci. C'est que si on regarde les dépenses que nous avons comptabilisées, qui ont été comptabilisées, on trouve que ça coûtera à cette famille une somme moyenne de \$59.88 par semaine pour l'alimentation. Je suis en mesure de vous dire qu'il n'y aurait pas un ministre du gouvernement libéral qui, avec deux enfants, se contenterait de \$58.88 d'alimentation par semaine, ni aucun des députés siégeant en cette Chambre. Donc, si ce n'est pas assez pour ceux qui siègent en cette Chambre, pères de famille de deux enfants, \$59.88 par semaine, les autres, ceux qui sont assujettis au salaire minimum sont des humains au même titre, avec les mêmes besoins, donc ils auraient besoin d'un montant analogue à celui dont les autres qui gagnent un salaire plus élevé ont besoin de dépenser pour se nourrir.

M. le Président, quand on parle de la nourriture, ce n'est pas du luxe. On parle du loyer et, à l'occasion de ce budget, on a compté le loyer à \$15 par semaine. Savez-vous, M. le Président, que cela fait \$67.50 par mois? Je voudrais que le ministre nous donne, demande à ses fonctionnaires de nous donner la liste de tous les logements au Québec qui sont salubres à \$67.50 par mois. Je pense que le ministre aura autant de problèmes à nous trouver cette liste que les ouvriers qui doivent se contenter d'un petit budget comme celui-là ont de problèmes à

trouver un logement salubre pour \$67.50 par mois. C'est impossible, M. le Président. Les logements, vous le savez, c'est \$100, \$125, \$150, \$200. Dans certains cas on a même de la difficulté à en trouver à ces prix. Puis on voudrait que les ouvriers qui sont obligés de gagner leur pain à la sueur de leur front obligent leur famille, eux, à demeurer dans des logements avec un budget qui ne leur permet pas généralement d'obtenir un logement non pas confortable, mais salubre.

M. le Président, je peux continuer. Plus loin dans ce budget, on mentionne \$2 par semaine d'électricité; c'est encore trop peu, parce que, dans la plupart des cas, ça coûte plus cher que ça. Un peu plus loin, on retrouve le vêtement: \$5 par semaine. Cela fait \$260 par année. Considérant que le père de famille, qui est ouvrier, a besoin de s'acheter du linge pour travailler, considérant que lui aussi a besoin de s'acheter un complet comme tout le monde, il ne pourra pas d'ailleurs en acheter deux par année, je vous avertis tout de suite, un par année, au prix que ça coûte, \$100, \$125, puis le complet n'est pas la seule chose que ça prend, j'ai l'impression que ça prendra aussi à ces gens des chaussures, des bas, des chemises, des choses comme ça... La mère de famille aussi a le droit, je pense, au moins de porter une robe qui a du bon sens. Si vous faites le calcul des prix que ça coûte aujourd'hui, avec le montant de \$260 par année, vous retrouverez malheureusement que ça coûte au moins \$300 seulement pour habiller le père et la mère et vous aurez des enfants qui ne pourront pas être habillés à moins d'aller voir les agences de bien-être social ou les agences publiques qui voudront bien leur faire la charité.

Vous voyez, M. le Président, que c'est dans cette situation extrêmement difficile que se retrouvent présentement les travailleurs. Aujourd'hui, ils ont obtenu une augmentation. Evidemment, je conçois avec le ministre du Travail qu'il vaut mieux obtenir une augmentation que de ne pas en avoir du tout. Si c'est là son raisonnement, je comprends, ce raisonnement, parce que je connais la pensée du gouvernement. Mais ce n'est pas un raisonnement logique. Ce n'est pas un raisonnement logique parce que dans notre société, dans la province de Québec surtout, il est physiquement possible de permettre à toutes nos familles, tous les individus, tous les citoyens d'avoir un revenu décent, leur permettant à eux comme à leur famille de vivre au moins confortablement dans une province qui, physiquement, est capable de nous le permettre.

Une fois de plus, M. le Président, nous nous retrouvons devant un problème qui est causé par le système. Parce que ce problème est causé par le système et qu'on est dans ce système, on est obligé de le discuter, ce problème en particulier.

Mais cela ne nous apportera pas la solution, même si nous donnions entièrement satisfaction

à ceux qui réclament \$2.50 parce que déjà, si le gouvernement accepte cette motion aujourd'hui, les \$2.50, demain, seront désuets parce que le coût de la vie augmente de façon tellement rapide que le travailleur, l'ouvrier, le gagne-petit est celui qui ne réussit pas, dans notre actuelle société, à joindre les deux bouts, qui est toujours en arrière et ce sont ceux-là qui sont mieux nantis, ceux qui ont des capacités... Est-ce que je dois comprendre par votre signe, M. le Président, que vous voulez me faire comprendre que mon temps de parole est presque écoulé?

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Exactement.

M. SAMSON: C'est bien ça! M. le Président, je me plie à votre directive parce que je respecte le règlement. Mais je termine en vous soulignant... M. le Président, voulez-vous demander à l'honorable député de Rimouski, je crois, de me laisser parler? Il aura tout avantage à m'écouter et surtout, si c'est dans ses capacités de comprendre, cela va l'aider.

En terminant, je voudrais vous dire que je n'en ai pas pour longtemps, mais je pourrais vous en parler longtemps, ce serait sûrement à l'avantage du ministre. Je ne veux pas lui prêter de mauvaises intentions, le ministre a déjà prouvé dans le passé qu'il était capable de revenir sur ses positions lorsque l'Opposition lui faisait valoir une argumentation valable. Alors, comme l'argumentation que nous présentons est compréhensible, cette argumentation est plus que valable, je suis presque persuadé — je ne dirai pas persuadé parce que, de ce temps-là, on ne peut presque pas, à l'avance, entrevoir les intentions du gouvernement, pas plus que l'on peut prévoir à l'avance l'augmentation du coût de la vie — que le ministre va vouloir quand même la considérer et faire comme il a déjà fait, c'est déjà arrivé, la tradition est établie. Dans le passé, à la suite de notre argumentation, il avait considéré de revenir sur ses positions. Ce n'est pas déshonorant pour un ministre de revenir sur ses positions lorsqu'en revenant sur ses positions il permet à une classe ouvrière, une classe de défavorisés, une classe de gens qui ont beaucoup de cœur au ventre mais en même temps beaucoup de malchances, de mieux s'en sortir dans ce système qui est loin d'être parfait, dans ce système qui aurait besoin d'un changement de fond en comble. Mais, faute d'un changement de fond en comble, présentement, et devant cette augmentation constante du coût de la vie, devant l'inflation que nous connaissons tous, il est urgent, M. le Président, je suis persuadé que par votre entremise je peux le dire au ministre, que nous prenions des dispositions, non pas pour indexer le salaire minimum au taux actuel mais pour l'augmenter à \$2.50.

Lorsque le ministre aura accepté de l'augmenter à \$2.50, je vous dis que j'accepterais l'autre partie, c'est-à-dire l'amendement qui est

là. Qu'on nous laisse la motion telle qu'elle est là, jusqu'à \$2.50 l'heure, et là j'accepterais qu'on dise par la suite: Ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation tout en tenant compte des conditions économiques et sociales.

Alors, je demande au député de retirer son amendement, de le formuler différemment, c'est-à-dire qu'au lieu d'arrêter à "salaire minimum", il termine après "\$2.50 l'heure" et je serai prêt à accepter l'amendement tel qu'il se présentera à ce moment-là. Mais, pour le moment, s'il n'y a pas de changement, malheureusement, je voterai contre l'amendement.

M. BURNS: On va même dire, M. le Président, que si jamais le député de Taillon acceptait de faire ça, j'accepterais d'amender ma motion principale pour y inclure sa motion, comme vient de le dire le député de Rouyn-Noranda, mais en y laissant "\$2.50 l'heure" toutefois.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le député de Taschereau.

M. Irénée Bonnier

M. BONNIER: M. le Président,...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce que le député de Taschereau va parler sur la motion d'amendement?

M. BONNIER: Oui. Je suis très heureux de pouvoir le faire parce que je me suis levé deux ou trois fois et je n'ai pas réussi à parler. Mais, comme je suis très habitué à cette procédure, de me lever pour rien, je n'y vois pas d'inconvénient.

M. le Président, je crois que, malgré le fait que nous ne soyons pas très nombreux en Chambre à l'heure actuelle, il s'agit quand même d'un des débats, malgré le ton qu'on puisse lui donner parfois, les plus sérieux que nous ayons à tenir dans cette Chambre. En effet, nous représentons ici les intérêts des gens qui sont peut-être les plus délaissés dans la société, les intérêts des gens qui ont le moins de voix, parce qu'ils sont les moins groupés. Ils ne font pas partie d'associations d'assistés sociaux, ils ne font pas partie de syndicats ou d'autres associations ouvrières. Ils sont dans une espèce de secteur de stratification de notre société où ils sont tout seuls.

Evidemment, il y a un certain nombre de ces gens qui ont à rencontrer, surtout les pères de famille, des obligations familiales et financières extrêmement importantes. De ce fait, je pense qu'il est heureux que les membres de ce Parlement puissent discuter de cette question avec le moins de démagogie possible.

Je ne veux accuser personne. C'est toujours dangereux. Moi-même, je peux parfois être

porté à en faire sur un sujet ou sur un autre. Mais je me dis que, sur ce sujet en particulier, il faudrait éviter le pathos et la démagogie. Ce pourquoi, M. le Président, personnellement, je vais appuyer l'amendement, c'est que l'amendement, justement, enlève les cloisons, et ne nous oblige pas à nous prononcer sur un salaire minimum fixe. Comme le disait, d'ailleurs avec beaucoup de justesse, le député de Rouyn-Noranda — mais je dois admettre que, par la suite, je ne savais plus s'il disait oui ou s'il disait non — aussitôt qu'on aura voté nos \$2.50, il faudra voter un autre montant supérieur.

Je dis que, si c'est cela qu'il a voulu dire, c'est exactement pour la même raison que je suis pour l'amendement. Dans l'amendement, on stipule que le salaire minimum doit être relié à un certain index de la variation de la condition économique et sociale par rapport aux prix à la consommation.

C'est un peu cela la base qu'on devrait avoir pour fixer ce salaire minimum. Je voudrais également, M. le Président, rappeler que moi, ce que j'ai retenu dans l'exposé du ministre, c'est que, lorsqu'il a fait la proposition de \$2.10 l'heure — et cela, je l'ai expliqué à beaucoup de gens qui sont venus me voir à mon bureau ou que j'ai rencontrés dans des réunions — c'était une mesure temporaire sur laquelle, d'ailleurs, la commission n'était pas nécessairement d'accord parce qu'elle y voyait un certain nombre de conséquences économiques.

C'est sûr qu'il y a des conséquences. Moi, en particulier, il y a des restaurateurs qui m'ont appelé. Aussitôt qu'ils ont su que je m'étais compromis publiquement avec l'assemblée du GRIP à laquelle se referait le député de Maisonneuve — j'étais heureux de me compromettre là, à part de cela, entre parenthèses, parce que je trouve que c'est un problème important — ils m'ont appelé et ils m'ont dit: Ecoute, tu ne penses pas que cela ne sera pas triste; on va être obligés de remonter le coût de nos repas. Oui, mais j'ai dit: Ecoutez, votre gars qui lave la vaisselle, dans la cuisine, en arrière, est-ce qu'il ne mérite pas une augmentation? Il a dit: Oui, mais ma serveuse, en avant, elle n'en mérite pas, parce qu'elle a des pourboires exorbitants. J'ai dit: Ton problème des pourboires, c'est un autre problème. C'est un problème pour le ministre du Revenu, qui devrait trouver un moyen d'imposer un certain revenu à ces serveuses ou à ces serveurs qui, eux, effectivement, ne vivent pas du salaire minimum. C'est un déguisement. Mais celui qui lave la vaisselle, en arrière, lui en a drôlement besoin et, pour lui, il faut que ce soit augmenté.

Je pense qu'il faut regarder cette situation sous différentes facettes. Lorsque le ministre nous a proposé une mesure temporaire de \$2.10 l'heure, j'étais d'accord. J'étais d'autant plus d'accord, M. le Président, qu'il faut être honnête jusqu'au bout et dire ceci: C'est que le ministre nous a laissé entendre qu'il reviendrait, dès l'automne prochain, avec un autre amende-

ment qui, celui-là, ferait suite à une étude économique, sociale de la situation. C'est exactement ce à quoi on se réfère, jusqu'à un certain point, dans l'amendement — peut-être que je le comprends moi, avec ma petite intelligence — proposé par le député de Taillon.

Avant de fixer un salaire minimum il faut bien savoir évidemment pourquoi ce salaire minimum doit être fixé à un tel niveau. Je me souviens bien que le ministre a fait référence à un phénomène que j'ai pu moi-même constater en rencontrant des gens: c'est que les assistés sociaux actuellement, dans bien des cas, à cause du fait qu'ils sont assistés sociaux, ont droit à un certain nombre de services gratuits de la part de l'Etat alors que celui qui reçoit le salaire minimum, son salaire est juste un petit peu plus élevé, bien souvent que les prestations d'assistance sociale auxquelles il n'a pas droit.

Il y a certainement là une rectification qu'il faut faire. C'est sûr qu'il y a eu des ajustements aux prestations d'assistance sociale; il y en aura d'autres sans doute. C'est sûr qu'il y en a eu au niveau des allocations familiales. Mais en même temps il faut que la marge qui sépare les prestations d'assistance sociale du salaire minimum soit telle que l'individu soit intéressé à aller travailler, qu'il ne soit pas en perte de revenu. Dans certains cas, à cause des bénéfices marginaux que reçoivent certains assistés sociaux — ce sur quoi je suis tout à fait d'accord d'ailleurs — il reste que parce que celui qui reçoit le salaire minimum n'est protégé par aucune convention collective et qu'il est un petit peu oublié dans la structure de notre marché du travail, étant protégé par une loi générale, dans bien des cas il reçoit quelques dollars de plus que s'il était assisté social.

Les gens sont venus me voir et ont dit: M. Bonnier, il y a quelque chose qui ne va pas. C'est sûr que ça ne va pas, et quand le ministre du Travail dit: Je demande d'étudier ce point, moi je ne peux pas faire autrement qu'être d'accord. Je voudrais souligner que lorsque j'ai assisté à la réunion du GRIP, qui s'est tenue dans le beau comté de Taschereau, on m'a demandé si j'étais d'accord sur \$2.50 et, malgré le fait que le député de Maisonneuve ait compris que j'étais d'accord pour un montant de \$2.50, je n'ai jamais dit que j'étais d'accord. Je ne puis pas être d'accord avec aucun taux X tant qu'on n'aura pas davantage étudié les implications, tout ce que ça veut dire un taux, parce qu'une fois qu'on a fixé un taux, comme le disait le député de Rouyn-Noranda, il ne s'agit pas, le lendemain, de le changer de nouveau.

M. MORIN: Le député veut-il dire qu'il n'est même pas en faveur d'une somme de \$2.10?

M. BONNIER: Pardon? Oui, oui, je suis d'accord pour un taux temporaire, pour répondre au chef de l'Opposition.

M. le Président, il semble que j'ai suffi-

samment dit que j'étais d'accord pour le montant de \$2.10. Je suis même d'accord, peut-être, pour \$2.60 ou \$3.

M. MORIN: N'importe quoi!

M. BONNIER: Ah! qu'on est malhonnête. M. le Président, je crois que le chef de l'Opposition sait exactement ce que je veux dire. Ce que je veux dire, c'est qu'un taux doit correspondre à des obligations auxquelles doivent répondre les gens qui malheureusement ne reçoivent que le salaire minimum. C'est un minimum vital, jusqu'à un certain point.

Alors, il faut que ce soit ajusté régulièrement, mais avant de l'ajuster, de le fixer d'une façon arbitraire à \$2.50 — je ne dis pas que \$2.50 n'est pas un chiffre convenable, je dis que c'est une façon arbitraire — j'aimerais qu'on prenne un peu de temps. Le ministre du Travail nous a dit: Laissez-moi jusqu'au début de l'automne et je vais vous donner une réponse précise. Moi, ça me satisfait, honnêtement, en tant que représentant des gens de mon comté, et il y a un paquet de monde dans mon comté qui n'ont comme revenu que le salaire minimum.

J'ai l'intérêt et la responsabilité de défendre leurs intérêts, et je les défends dans cet esprit. C'est la raison pour laquelle je suis pour l'amendement. Parce qu'il faut tenir compte des possibilités de paiement de certaines industries, d'accord, cela ne me fatigue pas trop, parce que je pense qu'on peut quand même ajuster les coûts de vente. Sans doute que le coût de revient va augmenter, mais il s'agit d'ajuster nos coûts de vente. Et dans le processus actuel d'inflation, ça ne me rebute pas trop. Ce qu'il faut, et là-dessus je suis d'accord avec M. Raynaud — je ne voudrais pas m'éloigner — c'est augmenter, par exemple, notre production de façon à combattre l'inflation. Mais si, pour certaines industries que j'appelle encore des industries de type marginal, parce que la plupart des industries importantes, et on l'a souligné, ont déjà des conventions collectives, mais ceux qui fonctionnent à même le salaire minimum, il fallait qu'elles remontent le prix de leurs produits, je trouve que ce serait compréhensible. Mais je pense qu'il est tout à fait logique, pour le ministre du Travail, d'explorer exactement toutes les avenues avant de faire une recommandation. Autrement, personnellement, je le prendrais comme un incompetent. Et comme j'ai une haute opinion, que j'ai même une très haute opinion du ministre du Travail, j'aime mieux attendre ces considérations avant de voter un montant fixe.

C'est pour ça, M. le Président, que j'appuie à deux mains l'amendement tel que proposé par l'honorable député de Taillon.

M. Lucien Lessard

M. LESSARD: M. le Président...

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député de Saguenay.

M. LESSARD: ... après avoir entendu le discours du député de Taschereau, je dis: drôle de social-démocratie!

M. le Président, je suis assuré, comme on l'a fait d'ailleurs dans le passé, que les députés libéraux vont nous accuser d'être démagogues lorsque nous parlons d'un minimum vital au moins de \$100 par semaine. Cela, on le savait. Comme, d'ailleurs, les députés libéraux nous ont aussi accusés d'être démagogues lorsque nous nous sommes opposés à une augmentation de salaire des juges de \$5000.00.

M. le Président, nous entendons aujourd'hui, et depuis que nous discutons de cette motion, exactement la même argumentation. Qu'est-ce que l'entreprise va faire? L'entreprise va-t-elle faillir? C'est exactement ce qu'on nous offre comme argumentation. Mais, cela va plus loin. Ici, le député de Taschereau nous dit: Le ministre doit étudier afin de savoir si \$2.50 c'est le minimum vital ou si ce ne serait pas \$2.70 ou \$3. On va étudier pendant un an encore pour savoir si on est capable d'augmenter le salaire minimum à \$2.50. Mais, par exemple, M. le Président...

M. BONNIER: Si vous permettez, le ministre n'a pas dit un an, il a dit à l'automne.

M. LESSARD: A l'automne, mais, M. le Président, pendant ce temps-là, ah! qu'il est donc facile pour des députés qui gagnent autour de \$20,000 par année, et pour des ministres qui en gagnent autour de \$40,000 de dire: On va étudier. Parce que les députés, comme les ministres, peuvent attendre. Mais pendant ce temps-là, les prix continuent d'augmenter considérablement. Pendant ce temps-là, le prix du logement continue d'augmenter considérablement. Et le gouvernement ne fait rien pour tenter justement d'avoir un certain contrôle sur ces prix. Pendant ce temps-là, les prix des produits pétroliers continuent d'augmenter considérablement. Pendant ce temps-là aussi, le gouvernement n'est pas capable justement d'imposer ces compagnies du pétrole. Drôle de démocratie, M. le Président, qui dit, lorsque nous avons à prendre une décision: On va étudier le problème!

Mais ça fait combien de temps, M. le Président, que ce problème existe? Cela fait combien de temps qu'on sait que ces gens-là ne sont pas capables de vivre avec ce salaire-là? C'est assez facile, tel que le disait tout à l'heure le député de Rouyn-Noranda, de constater qu'avec un salaire inférieur à \$100 par semaine il est absolument impossible de vivre actuellement de façon satisfaisante.

Cela, je pense que c'est un fait qui est reconnu par tous. Je pense même que la Commission canadienne sur la santé ou une commission semblable avait établi, pour une famille de deux enfants, un salaire minimum de

tout près de \$6,000. Ce n'est pas ça qu'on vous demande. On vous demande au moins \$100 par semaine ou un salaire minimum de \$5,200 par année, alors que, justement, vous avez vous-mêmes, comme députés libéraux, accordé une augmentation de salaire à ces honorables juges de \$5,000.

M. le Président, nous allons être contre cette motion, parce qu'elle ne veut absolument rien dire, parce que c'est simplement un moyen de noyer le poisson. Quant au député de Taschereau, qui affirme qu'il a beaucoup d'électeurs qui vivent du salaire minimum dans son comté, je suis extrêmement déçu, M. le Président, de voir sa position aujourd'hui. Cela veut dire quoi, la motion du député de Taillon? C'est le cas de le dire, M. le Président, c'est du patinage de député. Un bon petit voeu. On n'a pas besoin d'une motion comme ça pour le faire. Un bon petit voeu: "Doit être ajusté périodiquement". C'est ce que le ministre fait depuis quand même un certain nombre d'années, quand il se décide; il a la possibilité d'ajuster périodiquement le salaire minimum. Il vient justement de le réajuster à \$2.10. On ajoute: "En fonction de l'indice des prix à la consommation".

On sait l'augmentation considérable des prix à la consommation au cours de la dernière année, puis on prévoit une augmentation encore plus considérable d'ici quelques mois ou au cours de la prochaine année. Quand l'entreprise augmente ses prix à la consommation, est-ce qu'on va consulter l'ouvrier qui travaille, lui, au salaire minimum? Est-ce que l'entreprise, elle, va consulter l'ouvrier qui travaille au salaire minimum? Non. On augmente les prix à la consommation et, pendant ce temps-là, cet ouvrier-là au salaire minimum constate que son budget est considérablement réduit à cause justement du taux d'inflation.

Cela a toujours été l'argumentation qu'on a apportée quand il s'agissait d'augmenter le salaire minimum: il y a des multiples petites entreprises qui vont disparaître au Québec. D'ailleurs, dans un vieux régime que nous avons connu, le régime duplessiste, c'étaient, là encore, des arguments qu'on utilisait. Il se promenait aux États-Unis en disant: Venez chez nous, les entreprises américaines; venez travailler chez nous, on a du "cheap labour". Chez nous, M. le Président, on ne les paye pas cher, les gars. Bien, on a eu quoi avec du "cheap labour"? On a eu strictement, bien souvent, des entreprises artisanales, des entreprises de seconde zone, des entreprises qui ne se sont pas modernisées.

Il appartient à l'entreprise, même, M. le Président, de s'organiser pour se moderniser. Il n'appartient pas, cependant, à l'ouvrier de subventionner indirectement l'entreprise, justement par un salaire inférieur au minimum vital. Si le gouvernement du Québec a peur qu'un certain nombre d'entreprises nécessaires peut-être, d'entreprises qui sont encore quelquefois à l'état artisanal, ferment, il appartient au gouver-

nement, justement dans une social-démocratie dont la caractéristique est de tenter de mieux distribuer l'argent, de prendre ses responsabilités.

Il devra aussi, subventionner cette entreprise, pour qu'elle puisse se moderniser, au lieu de subventionner essentiellement, comme c'est le cas actuellement en vertu de la Loi de la société de développement industriel, de subventionner seulement la grosse entreprise au Québec, de subventionner seulement les compagnies multinationales comme Rayonier-Québec, par exemple, à qui on n'a pas hésité à donner de l'aide sociale, du service social; du socialisme pour les capitalistes, de la social-démocratie pour les capitalistes, c'est cela. On n'a pas hésité, à ce moment-là, à verser \$40 millions.

Le problème, M. le Président, c'est d'abord cela, se poser une question: Est-ce que le minimum vital n'est pas, au moins, de \$100 par semaine? C'est cette question-là, de fixer au moins un minimum vital. A partir de ce minimum vital, accorder ce minimum vital, et ensuite prendre les mesures nécessaires, les mesures administratives nécessaires pour faire en sorte que l'entreprise puisse être capable de se conformer à cette décision-là. C'est là, je pense, le problème. Mais cette motion dit quoi? Comme je le disais, "ajusté périodiquement", mais on le fait déjà. Mais ce n'est pas tout: "tout en tenant compte des conditions économiques et sociales". On sait ce qui va se passer depuis que les supposés "députés libéraux social-démocrates" ont signé une pétition. On sait ce qui va se passer, on sait le "lobbying" qui va se faire.

Non, n'augmentez pas le salaire minimum, nous, entrepreneurs, ne sommes pas capables de faire face à cette situation. Là, comme on le sait toujours, les gros vont l'emporter sur les petits parce que c'est là l'une des caractéristiques de ce gouvernement, comme le député de Taschereau a pu le constater lorsqu'on a discuté de l'arrêté en conseil concernant les handicapés sociaux, comme nous avons eu, nous, l'occasion de le constater lorsque nous sommes allés, par exemple, à Sept-Iles rencontrer des vieillards dans un foyer. Le gouvernement provincial va chercher une augmentation de \$4.83 pour les vieillards et le gouvernement provincial conserve tout, il ne donne même pas 50 p.c. aux vieillards qui doivent...

M. HARDY: ... voyage touristique de votre chef.

M. LESSARD: ... se contenter de \$50 par mois pour leurs dépenses personnelles. C'est cela la caractéristique de ce gouvernement: s'attaquer aux laissés pour compte, s'attaquer aux désorganisés, comme le disait le député tout à l'heure, s'attaquer à ceux qui ne sont pas véritablement capables de se battre contre ce gouvernement.

Jamais le gouvernement ne s'attaque aux

compagnies multinationales, jamais le gouvernement n'adopte de règlement comme il en a passé concernant...

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): A l'ordre, s'il vous plaît! En même temps, je voudrais vous informer qu'il vous reste trente secondes.

M. LESSARD: Merci, M. le Président. ... comme il en a adopté en commission parlementaire sur les affaires sociales. Le député disait tout à l'heure qu'il avait augmenté les prestations d'aide sociale. Allez donc voir! Limitées à \$313, avec un budget, pour l'habitation, de \$105. Assez que les assistés sociaux sont rendus dehors parce que les gens, les propriétaires de maison ne veulent plus les garder. Non, on ne veut pas noyer le poisson et c'est ce qui explique que nous allons voter contre cette motion, à moins que le député de Taillon, qui est habitué à faire du patinage de député, inscrive le montant minimum de \$2.50 l'heure. C'est cela, M. le Président, le problème essentiel.

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député de Trois-Rivières.

M. Guy Bacon

M. BACON: M. le Président, en abordant ce thème fort délicat du salaire minimum, je me pose de nombreuses questions. Je dois vous assurer à l'avance, M. le Président, que je vais essayer, au maximum, de ne pas entreprendre la salade qu'on vient d'entendre où on mêle, à un moment donné, toutes sortes de choses, des choux et des raves, pour essayer de faire une salade qui ne prouve à peu près rien.

Lorsqu'on parle d'un salaire minimum à \$2.10, lorsqu'on parle d'un salaire minimum à \$2.50, la première question que je me pose c'est à quel niveau doit-on s'arrêter, et de quelle façon on va arriver à avoir un chiffre qui puisse satisfaire tout le monde, qui va permettre quand même de fonctionner?

Puis là, je ne veux pas faire peur, M. le Président, en disant que des entreprises vont fermer demain matin; je ne veux pas faire peur, mais je vais arriver tantôt à vous faire ma démonstration.

Bien sûr, si on pouvait demain matin dire aux gens: Le salaire minimum est à \$3, ce serait l'idéal. Le ministre du Travail se ferait un plaisir de donner un salaire minimum de \$3 l'heure. C'est bien sûr que l'autre jour, si on avait tous gagné \$1 million à la Loto Olympique, cela aurait été une chose extraordinaire. Quand je regarde comme il faut le problème, c'est presque ça que je me demande. Pourquoi on n'a pas tous gagné \$1 million à la loterie? Pourquoi, à toutes les semaines, on ne gagne pas un petit \$5,000 à la Mini-Loto chacun notre tour?

M. MORIN: La loto ce n'est pas un salaire, Monsieur.

M. BACON: M. le Président, j'entends quel-
qu'un qui...

UNE VOIX: Il vient de nous apprendre quelque chose.

M. BACON: Est-ce que je pourrais demander s'il vous plaît de me laisser parler?

M. le Président, je pense que dans un cas comme ça, pour essayer d'arriver à établir quelque chose à un niveau quelconque, il faut se regarder un peu, il faut examiner un peu notre structure industrielle, il faut un peu regarder notre géographie, il faut essayer de voir de quelle façon on est réparti sur notre territoire, de quelle façon on vit aussi chez nous dans nos différentes régions. C'est bien sûr, M. le Président.

On a parlé tantôt, je pense, de personnes, de pères de famille avec des salaires de \$60 ou \$65; c'est bien sûr que cela ne doit pas être vivable. Cela ne prend pas une démonstration pendant de longues heures, quand on sait combien les prix à la consommation ont monté. Mais il faut quand même regarder un peu la répartition aussi de notre population sur le territoire. Une bonne partie de notre population est concentrée dans la métropole du Canada. Regardez la structure industrielle d'une ville comme Montréal. Il reste quand même qu'à la base, je pense que — je ne sais pas si tous l'admettront — il y a là des industries qu'on appelle des industries multinationales, des industries qui, probablement, peuvent payer à leurs employés des salaires assez élevés. C'est bien sûr que le coût de la vie, dans une ville comme Montréal, est extrêmement élevé. Il y a les déplacements, les gens sont obligés de manger à l'extérieur, chose qui ne se passe à peu près pas dans les villes hors de Montréal. Regardez la ville de Québec qui est quand même une ville où les emplois sont surtout dans les services. Il reste quand même que les nouveaux salaires sont passablement plus élevés que le strict salaire minimum. Si on regarde dans d'autres régions, dans d'autres centres ou dans d'autres capitales régionales, on voit quelque quatre ou cinq entreprises importantes. Je pense, par exemple, à Trois-Rivières où on a des industries de papier et quelques industries que j'appellerais, par comparaison au papier, un peu secondaires, mais qui, quand même, payent des salaires un peu au-dessus de la moyenne et de beaucoup supérieurs au salaire minimum. Il reste quand même qu'il y a des entreprises qui, à un moment donné, naissent à différentes places sur notre territoire. Ce que j'appelle moi une entreprise qui naît dans un fond de cour, qui se fait par un monsieur qui a un peu de ce qu'on appelle l'esprit "d'entrepreneurship", qui, à un moment donné, part une boutique — appelez ça une "shop" ou ce que vous voudrez — et qui réussit un jour à engager

du personnel, à avoir des employés avec lui et à monter, mais qui reste sur une base artisanale pendant un certain nombre d'années. J'ai l'impression qu'à un moment donné si on arrivait avec \$3 l'heure de salaire minimum, cela pourrait peut-être mettre en péril cette entreprise. Mais il reste que dans bien des endroits où ces entreprises se trouvent, le coût de la vie est quand même beaucoup moins élevé qu'à Montréal. Chaque patelin ou chaque village a une entreprise qui engage majoritairement les forces de travail de la population et, en fait, permet à des gens de bien gagner leur vie. C'est sûr que ce ne sont peut-être pas les entreprises qui payent le plus. Et quand on parle de salaire minimum, c'est sûr que c'est un niveau qui est assez bas, mais il reste quand même qu'avec le temps il y a beaucoup d'exemples qu'on peut donner à travers la province de Québec de ces entreprises qui momentanément n'ont pas pu payer, qui font quand même vivre une population et qui arrivent un jour à générer assez de revenus et à être assez structurées et assez organisées pour permettre des niveaux de vie plus élevés.

Mais si on les tue dans l'oeuf, par des salaires minimums peut-être trop élevés, je pense que cela pourrait mettre en péril certaines de ces entreprises. Encore là, je ne veux pas charrier; je ne veux pas essayer même de politiser une chose comme ça. Surtout quand on parle de gens à faible revenu, bien loin de moi l'idée de faire de la démagogie. Il reste quand même qu'il y a des secteurs qui pourraient être extrêmement affectés.

Vous avez tout le secteur du commerce au détail. J'ai eu l'occasion de rencontrer, tant dans mon comté qu'un peu partout, des gens qui m'ont mentionné, à un moment donné, qu'avec des hausses du salaire minimum — parce que la concurrence est forte, parce qu'ils essaient, avec la montée I des prix, de minimiser leurs dépenses au maximum — non seulement ils ne remplacent pas, par exemple, le personnel qui prend sa retraite ou qui, pour une raison ou pour une autre, quitte son emploi, mais qu'ils essaient de diminuer au maximum le personnel. En fait, cela devient un surcroît de travail pour le personnel qui reste à l'intérieur de l'usine.

Il y a un tas de secteurs de services, qui peuvent embaucher des gens qui, pour un tas de raisons, peuvent être satisfaits de ce qu'ils gagnent avec le salaire minimum. Ce sont des secteurs qui, actuellement, sont quand même affectés. Comme je le mentionne — et je fais bien une distinction — je viens d'un comté où les salaires sont relativement bas et le coût de la vie n'est pas élevé comme dans la région de Montréal; j'insiste là-dessus. Mais, quand même, je pense que, dans un tas de secteurs, on risquerait, à un moment donné, de tuer certaines choses. On est aussi bien de garder un emploi pour un individu.

Alors, comme je le disais tantôt, ces entreprises régionales font vivre une bonne partie des populations et permettent des ni-

veaux de vie qui sont quand même comparables. Quand on parle des conditions de logement, des pauvres gens qui ne sont pas logés, je rappelle au député de Saguenay — puisqu'il l'a mentionné tantôt et qu'il insiste, chaque fois qu'il a l'occasion de le dire, sur le fait qu'on n'a pas de politique de l'habitation — que, dans mon seul comté, dans les trois dernières années, on a construit près de 300 logements HLM. Il y a quand même un départ, à un moment donné. Encore là, ce serait l'idéal si on pouvait loger tous les assistés sociaux dans les HLM. Ce serait idéal si on pouvait loger tous les gars qui gagnent le salaire minimum. Mais il reste quand même qu'on a mis certaines choses en place, qui peuvent progresser.

M. LESSARD: Ils ne sont plus capables de payer leur logement avec vos critères et vos normes absolument inefficaces.

M. BACON: M. le Président, le député...

M. LESSARD: Une pitance.

M. BACON: ... de Saguenay...

UNE VOIX: Debout.

M. BACON: Je m'excuse, M. le Président. Le député de Saguenay, je lui ai fait une promesse, dernièrement, celle de ne pas l'interrompre. J'espère qu'il va tenir notre pacte.

M. LESSARD: C'est parce que vous m'aviez tellement interrompu auparavant.

M. BACON: Justement. Mais le député de Saguenay montre justement qu'il ignore le problème parce que les loyers sont basés sur les salaires que les individus gagnent, sur les revenus des individus.

M. LESSARD: \$105.

M. BACON: M. le Président, quand j'examine notre structure industrielle, notre géographie, notre répartition sur le territoire, je m'aperçois que, sauf la Colombie-Britannique, nous sommes la province qui va avoir le taux de salaire minimum le plus élevé. Regardons un pays qui est industrialisé comme les États-Unis, où le salaire minimum vient de passer de \$1.60 à \$2, et passera, au 1^{er} juillet, de \$2 à \$2.10.

Alors, je pense que le sens de la motion du député de Taillon est juste. Si le salaire minimum pouvait faire l'objet, de temps à autre, de révisions selon l'augmentation du coût de la vie, selon l'augmentation des prix à la consommation, ce serait beaucoup plus sensé. Cela pourrait permettre — j'insiste toujours là-dessus — à une grande catégorie de personnes qui peut-être, pour un tas de raisons, soit des raisons d'éducation ou d'autres raisons, comme d'être situés sur des territoires plus éloignés des grands

centres, de bien gagner leur vie, de vivre d'une façon quand même décente. Naturellement, si on fait une comparaison avec les grands centres, cela peut être plus difficile. Il reste qu'une grande partie de notre population vit sur ce territoire.

Je pense que la motion du député de Taillon a du sens et je l'appuierai.

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable chef de l'Opposition officielle.

M. Jacques-Yvan Morin

M. MORIN: M. le Président, le 1er mai est une date particulièrement bien choisie pour traiter du salaire minimum. Le premier problème qui me vient à l'esprit, par une journée comme aujourd'hui, c'est celui de la hausse du coût de la vie et de l'érosion qui en résulte pour le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce n'est pas que le problème soit nouveau.

Depuis de longs mois déjà, la flambée des prix mange littéralement les maigres augmentations de salaire que les travailleurs ont pu obtenir.

Durant ma tournée récente du Québec, au cours de laquelle j'ai fait le tour de toutes les régions, j'ai pu constater à quel point les gens sont devenus sensibles, pour ne pas dire hypersensibles, à cette question de la hausse du coût de la vie et, par ricochet, à la question du salaire minimum. C'est une question qui, à l'heure actuelle, irrite non seulement les plus démunis — cela va de soi — mais qui commence même à irriter les gens qui sont des gagne-moyens, les gens dont le revenu se situe au-delà du seuil de la pauvreté mais peut-être en deçà de \$12,000 ou \$13,000.

J'ai pu constater que les gens, dans tout le Québec, ont la sensibilité à fleur de peau sur ces questions de salaire minimum et d'inflation. Je sais bien que les députés vont me dire, à l'instar du ministre des Finances la semaine dernière, que l'année 1973 a été une année de prospérité extraordinaire, avec une hausse du produit national brut de 7 p.c. environ, je sais bien qu'on va me dire que les revenus du gouvernement ont augmenté aussi, mais le ministre fédéral des Finances, lui, est peut-être un peu plus réaliste. Il a dit tout récemment, ce qui me paraît être plus exact que les opinions du ministre québécois: "Le revenu réel moyen des travailleurs, dit-il dans un de ses discours prononcé ces jours-ci, a baissé, selon certains calculs, en 1973 par rapport à 1972."

Donc, malgré cette année 1973 extraordinaire, cette année de prospérité, le revenu réel des travailleurs québécois a baissé et on s'explique facilement le phénomène quand on tient compte d'une hausse du coût de la vie de 9 p.c., exactement 9.1 p.c. Cela signifie que la condition économique des plus démunis d'entre nous — je pense aux petits salariés et accessoirement,

aussi, aux assistés sociaux — s'est détériorée. Au point où nous en sommes, M. le Président, la situation — je ne crois pas exagérer, je pense qu'il se trouvera ici des députés, en Chambre, même de l'autre côté, qui n'en disconviennent pas — s'est détériorée au point que pour certaines familles québécoises — j'en ai rencontré durant ma tournée — cela devient tragique, cela devient une préoccupation de chaque instant et non plus seulement de la fin de semaine.

J'ai même cru observer — et là, je rejoins peut-être certaines remarques du député de Taschereau, mais peut-être en allant plus loin que lui — dans plusieurs régions du Québec, les premiers linéaments de troubles sociaux, disons d'instabilité sociale, une situation dont ni lui ni moi, je pense, ne voulons mais qui est la conséquence directe de ce phénomène de la hausse du coût de la vie et, à notre avis, d'un salaire minimum qui, même ayant été augmenté comme il l'a été, à \$2.10, ne correspond pas vraiment aux besoins réels des gens.

Au fur et à mesure que ceux-ci tombent en deçà du seuil de la pauvreté, c'est-à-dire au fur et à mesure que tranquillement, la hausse du coût de la vie se fait sentir, tandis que le salaire minimum, lui, n'arrive pas à rejoindre cette hausse, il y a des gens — quelques dizaines par jour, peut-être, je crois qu'il n'est pas nécessaire de faire une statistique exacte mais avec notre imagination, nous pouvons facilement le concevoir — qui tranquillement, d'heure en heure et de jour en jour, tombent en deçà du seuil de la pauvreté.

Toutefois, aujourd'hui, je ne vais parler que des plus démunis, puisque nous parlons de salaire minimum.

Pour beaucoup de ces gens, M. le Président, le salaire minimum, c'est une véritable planche de salut. Dans le discours qu'il a prononcé, il y a quelques mois, par lequel il annonçait l'augmentation éventuelle du salaire minimum, le ministre du Travail nous indiquait les facteurs sur lesquels il entendait se fonder pour établir ce qu'il appelait le "cheminement" du salaire minimum. Deux des trois facteurs, si ma mémoire est bonne, étaient la capacité de payer des entreprises et la coordination avec l'aide sociale. Nulle part n'était mentionné le facteur qui devrait être déterminant dans ce domaine: les besoins réels des principaux intéressés, c'est-à-dire les petits salariés.

Si l'on considère comme un facteur primordial la capacité de payer des entrepreneurs, ce qui va se passer la plupart du temps, nous le savons très bien, c'est qu'on va tendre à ne tenir compte que des entrepreneurs qui sont les plus vulnérables, les moins rentables. D'ailleurs, il y avait, dans le discours du député de Trois-Rivières, quelques indications précises dans le même sens. On va souvent tenir compte des moins solvables, souvent de ceux qui lancent des affaires en comptant trouver des gens à bas salaire. Et ce n'est pas faux, j'en ai dans mon comté. J'ai des industries qui, dans mon comté,

ne payaient même pas le salaire minimum et qui ont dû fermer leurs portes. Alors, qu'on ne vienne pas me raconter des histoires. Il est vrai qu'il n'y a pas beaucoup d'industries dans le comté du ministre des Affaires culturelles.

M. HARDY: C'est faux.

M. MORIN: Eh bien, je pense, M. le Président, qu'il y a, au fond de tout cela, une question de philosophie sociale, de philosophie économique, et la question que je poserais au ministre du Travail est celle-ci: Quel est le rôle du salaire minimum? Certains diront le salaire minimum c'est ce qu'il faut pour vivre. Je vais plus loin; ce serait déjà bien, mais ce n'est pas assez, parce que le salaire minimum doit être assez élevé pour constituer un stimulant au travail. Et là-dessus je ne suis pas en désaccord avec le ministre du Travail. Si le salaire minimum n'est que plus ou moins égal aux prestations, eh bien, évidemment, il ne remplit peut-être pas cette condition. Mais en attendant le revenu annuel garanti, ce sont les prestations sociales qui doivent, en principe, correspondre à ce qu'il en coûte pour vivre aujourd'hui.

Le salaire minimum c'est autre chose. Il y a un seuil en-deça duquel aucun citoyen ne devrait tomber. Il y a un seuil en-deça duquel nous nous trouvons devant la pauvreté. Et c'est le revenu annuel garanti et ce sont les prestations sociales qui doivent correspondre à ce seuil. Or, quel est-il ce seuil, M. le Président?

Je me réfère au seuil de pauvreté établi par le Conseil économique du Canada et indexé sur l'indice des prix à la consommation.

Pour une famille de trois personnes, c'est-à-dire deux adultes et un enfant ou encore un adulte seul responsable de deux enfants, il en coûtait, en 1972, \$4,089 pour ne pas tomber dans la pauvreté et, en 1974, \$4,759.

Pour une famille de quatre personnes, nous en sommes aujourd'hui à un seuil de pauvreté qui se situe à \$5,553. Pour une famille de cinq personnes, une famille comme on en voit couramment au Québec, une famille constituée de deux adultes et de trois enfants, on calcule qu'il faut \$6,345 pour pouvoir se tirer d'affaire et ne pas tomber en-deça du seuil de la pauvreté.

M. le Président, est-ce que vous venez de m'indiquer que mon temps s'achève? Bon, eh bien! je vais conclure, si vous le voulez bien. J'aurais voulu m'étendre beaucoup plus longuement, mais ce qui est certain, c'est que je ne sais pas trop quoi dire à mes commettants lorsqu'ils viennent me voir, dans le comté de Sauvé, et qu'ils me font part du problème qui consiste à tenter de vivre avec \$84 par semaine. A moins que je ne le sache trop bien. Je devrai sans doute dire désormais à mes commettants que le gouvernement actuel n'est pas vraiment le gouvernement des petits salariés, des assistés sociaux, c'est-à-dire d'un très grand nombre de

Québécois. Mais cela, ils le savent déjà. Et j'ajouterai, pour tenir compte de la motion du député de Taillon et, en quelque sorte, en utilisant le vocabulaire même de cette motion: "Le salaire minimum doit être ajusté périodiquement, selon le gouvernement, c'est-à-dire le moins souvent possible, en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des intérêts économiques et sociaux des amis du Parti libéral." Merci, M. le Président.

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député de Bourget.

M. Jean Boudreault

M. BOUDREAULT: M. le Président, en écoutant l'amendement du député de Taillon, j'ai applaudi. Etant moi-même un ouvrier et, en plus, un représentant du comté de Bourget, comté en très grande majorité ouvrière, j'aimerais que le salaire minimum soit porté à \$3. Mais, en agissant comme un gouvernement responsable, et en vue de protéger le plus possible le petit salarié, je crois que l'amendement qui propose d'ajuster les salaires, au fur et à mesure, au coût de la vie est normal. J'ai signé moi-même la requête pour augmenter le salaire minimum. Je vous dis, M. le Président, que si on avait plafonné le salaire minimum, je n'aurais jamais accepté de signer une telle requête. J'étais et nous étions tous d'accord pour indexer le salaire minimum, au fur et à mesure au coût de la vie.

M. le Président, je voterai pour protéger les travailleurs et surtout les petits salariés afin qu'ils reçoivent le plus possible, en autant que cela sera basé sur des conditions économiques et sociales. Je ne crois pas normal de plafonner le salaire minimum, surtout dans les conditions d'aujourd'hui, M. le Président, sans aucun doute, et étant conscient que le vote que je porterai en faveur de l'amendement sera pour le bien des travailleurs et surtout des petits salariés. Merci.

LE VICE-PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

M. Jean Cournoyer

M. COURNOYER: M. le Président, en cette fête des travailleurs, il est un peu onéreux pour le ministre du Travail de dire que \$2.10 c'est suffisant pour vivre. Et je vous assure et j'assure tous les membres de cette assemblée qu'à aucun moment je n'ai pensé et il serait indécent de le penser, que \$2.10 soit suffisant pour vivre décemment dans une province comme la nôtre en 1974.

Encore faudrai-il que la philosophie du salaire minimum, que la politique du salaire

minimum en soit une qui soit définie comme étant une politique de salaire minimum vital, ce qui n'est pas encore le cas. Je ne dis pas que ce ne sera pas le cas. Je dis, pour le moment, qu'on ne me prête pas de paroles, qu'on ne fasse pas de budget, pour dire que c'est impensable de vivre avec \$2.10 l'heure pour une famille de deux enfants. On n'a pas besoin de faire un dessin au ministre du Travail. Je sais parfaitement que ce n'est pas possible de vivre avec \$2.10 l'heure décemment avec deux enfants.

M. MORIN: Alors, expliquez-vous.

M. COURNOYER: M. le Président, je peux tenter des explications. Je n'ai pas l'intention de répéter la déclaration que j'ai faite, qui indiquait pourquoi j'en étais venu à la conclusion que le salaire minimum qui était prévu pour être à \$2 montait à \$2.10 au lieu de \$2, malgré le fait que ces \$2 aient été eux-mêmes l'objet d'une révision compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en 1973.

Il ne faudrait quand même pas blâmer le ministre du Travail de ne pas saisir les occasions que d'autres ministres du Travail avant lui ont saisi pour augmenter de temps à autre de \$0.10 l'heure, puis d'en sortir un capital politique en disant: On a donné un petit dix cents de plus au salaire minimum. Je ne l'ai pas fait et qu'on me prête au moins l'intention de ne pas vouloir le faire. Le monter à \$2.10, je n'ai pas voulu non plus, sauf le fait qu'il y avait une demande à \$2.50, répondre à cette demande d'augmentation à \$2.50 compte tenu de l'influence des possibilités que le ministre du Travail pouvait à la lumière d'études faites par des gens qui ont les deux pieds sur la terre, qui sont des économistes et qui ne sont pas des hommes politiques, qui ne sont pas pris à faire de grandes déclarations comme je peux être tenu d'en faire, et qui ont dit: \$2.10, c'est dangereux.

Quand des gens me disent \$2.10, c'est dangereux et que ces personnes-là n'ont aucune affiliation avec quelque parti politique que je sache, qu'ils sont des fonctionnaires en qui j'ai confiance et que probablement, si le gouvernement n'était pas là, ces fonctionnaires resteraient là, puis on aurait encore confiance en ces fonctionnaires à cause du degré d'indépendance qu'ils possèdent, quand ces gens-là me disent \$2.10, c'est même dangereux...

M. MORIN: Pour qui?

M. COURNOYER: Je vous réfère à la déclaration que j'avais faite. Je sais bien, vous m'avez dit tantôt que j'avais affirmé qu'il était facile de vivre avec \$2.10, je vous dis que c'est totalement faux. Loin de moi l'idée de penser que c'est facile de vivre avec \$2.10. Les études que nous faisons, même si ça choque le monde... et ce n'est pas facile pour moi, parce que donner \$2.50, la journée de la fête des travailleurs, moi,

je me réjouirais et je serais tellement heureux de dire: J'ai fait un beau cadeau à une population de \$2.50 pour que le monde ait un salaire familial décent. Cela serait parfait n'est-ce pas!

Et là, demain matin, par exemple, si par hasard, le ministre du Travail avait causé par là... au lieu d'avoir \$2.50, c'était zéro cent qu'ils avaient dans leurs poches, j'aurais encore les mêmes personnes sur le dos qui me diraient: M. Cournoyer, vous avez pris un risque qui n'était pas calculé, et le mien, je l'ai déjà pris non calculé. Puis, si vous étiez à ma place, vous de l'Opposition, seriez tenus de calculer les effets non pas sur les entreprises multinationales, parce que vous parlez souvent des entreprises multinationales, mais que je sache, au moment où on se parle, car les entreprises multinationales, d'un certain type, ont déjà révisé des augmentations ou des salaires qu'ils avaient prévus l'an passé.

Ils l'ont révisé tout simplement en convoquant le syndicat et en disant: Ecoutez, l'inflation est comme cela; on est aussi bien de prendre soin de cela. Nous, comme entreprises multinationales, nous sommes capables de prendre soin de cela. Quand je parle du salaire minimum, si c'était les grosses entreprises multinationales qui étaient les seules à le payer, je n'aurais aucune forme de problème et vous n'auriez pas de problème, non plus. Mais quand je m'adresse à des employeurs dont le revenu annuel est beaucoup plus près du petit revenu de ceux à qui ils paient des salaires que des grandes corporations qu'on peut appeler multinationales, qui font des profits que vous considérez comme exorbitants et que je considère aussi comme exorbitants, compte tenu des circonstances, quand l'application du salaire minimum rejoint des personnes qui sont très près de ce petit revenu, je me demande: Est-ce que je vais mettre deux personnes en faillite? C'est ce genre de personnes-là que nous visons. Nous voulons éviter de les voir en faillite demain matin.

Il n'est pas question pour nous et, j'imagine, pour l'Assemblée nationale, même si la motion qui a été présentée pourrait avoir cet effet-là dans l'esprit des gens, de dire non à \$2.50. Il est question de dire: Les \$2.50, peut-être. Etudiez ce que cela veut dire, par exemple, et ne blâmez pas le gouvernement de vouloir savoir ce que cela veut dire avant de dire \$2.50. C'est la première fois qu'on a une politique ou qu'on recherche une politique nouvelle du salaire minimum. Avant aujourd'hui ou avant l'année passée, 0 n'y en avait pas de politique du salaire minimum. Je vous le dis: C'était \$0.10 de temps en temps, au vœu du ministre. Il décidait que c'était \$0.10; cela faisait plaisir à du monde. Aujourd'hui, ce n'est pas cela.

Il y a deux ans, quand on a dit qu'on allait faire une politique du salaire minimum, on a prévu des augmentations pendant deux ans. On atteignait le salaire minimum à \$2 au mois de novembre 1974. Nous avons été les premiers au

Canada à faire cela, à fixer le salaire minimum à \$2 en 1974. C'était prévu et prévisible par les employeurs. Compte tenu de l'inflation que nous voyions déjà galopante l'année passée, nous avons révisé cela et nous avons dit: Les \$2 qui étaient prévus pour novembre, on va les reporter au 1er mai 1974, six mois d'avance. Compte tenu du fait que l'inflation a encore été plus galopante que prévu, on a révisé encore pour le 1er mai 1974, de \$0.10 de plus, le salaire minimum. Pour une grande partie des gens, c'est simple, il ne s'agit que de \$0.25, mais souvenons-nous que, pour ceux qui les paient, ces \$0.25, cela veut dire \$500 de plus par employé par année qu'ils sont tenus de payer, eux, et qu'ils sont tenus de trouver, eux. Il ne s'agit pas seulement de les payer, il faut les trouver.

Si je m'appelle la grosse compagnie, je n'ai pas tellement de problèmes à les trouver; je contrôle une grande partie des économies mondiales.

Mais quand je suis un petit entrepreneur, une petite entreprise-, une entreprise familiale, une entreprise susceptible d'être financée par la Société de développement industriel du Québec, quand je suis là, je suis non seulement tenu de le payer par une loi du gouvernement, mais je suis tenu de trouver l'argent pour le payer. Comme ministre ce serait tellement simple pour moi de dire au gouvernement: On monte tout ce beau monde à un salaire qui sera décent et familial. Mon doux, que ce serait simple! Ce serait tellement simple qu'en cette fête des travailleurs, ce serait un cadeau de nègre qu'on donnerait au monde. Parce que le lendemain matin, il y aurait peut-être création de chômage. J'ai dit peut-être, je n'en suis pas sûr. S'il y avait création de chômage, par exemple, c'est nous qui serions responsables ici à l'Assemblée nationale de créer un chômage que nous n'avions pas prévu.

J'admettrai toutes sortes de raisonnements que vous allez faire, je vais admettre tout ça. Il y a un raisonnement que je n'admets pas cependant de la part des députés de l'Assemblée nationale ou de n'importe qui — je dis que je ne l'admets pas, vous pouvez le faire, mais je ne suis pas d'accord avec vous — c'est qu'à un moment donné vous insistiez pour dire qu'à \$2.10, compte tenu du vote que nous allons faire, c'est jugé par les libéraux comme étant un salaire décent. Ce n'est pas vrai et cela ne sera jamais vrai, pas plus que \$2.50 serait un salaire décent. Mais on doit, par exemple, et c'est notre responsabilité, à vous de l'Opposition comme à nous, de rechercher le juste milieu...

Vous, je ne vous ai pas interrompu.

M. LESSARD: Le vote le dira.

M. COURNOYER: Le vote le dira. Le vote, vous l'interprétez comme vous voudrez mais si vous pensez interpréter le voeu des députés du Parti libéral comme signifiant que c'est bon

de vivre à \$2.10, je vous dis tout de suite, sauf le respect que je dois à la chaise, que vous avez menti.

Dans le domaine des possibilités, actuellement, le ministre du Travail a pris le risque de l'augmenter à \$2.10 immédiatement, risque que le président des Etats-Unis, l'autre bord de la rue, qui est bien plus riche que nous autres, puis qui a un vrai Watergate sur le dos, n'a pas été capable de prendre. Je l'ai pris, ce risque, puis je ne suis pas sûr de mon affaire, je l'avoue devant cette Assemblée nationale. Je ne sais pas ce que ça va donner, \$0.25 d'augmentation à compter de ce matin, ce que ça va donner comme emplois possibles dans l'industrie la plus petite au Québec. Je ne le sais pas. J'ai pris ce risque, je ne prendrai pas le risque d'aller à \$2.50 quand déjà je ne sais pas quelle sorte de risque j'ai pris avec \$0.25 de plus.

M. MORIN: Le ministre ne se faisait pas de scrupules comme ça quand il a voté en faveur de l'augmentation du salaire des juges, par exemple.

M. COURNOYER: Je vous en prie, voulez-vous s'il vous plaît me prêter l'intelligence de faire les comparaisons comme il faut? Le jour où votre salaire, M. le leader parlementaire, sera égal à \$2.10 l'heure et que vous accepterez d'être payé \$2.10 pour faire le travail que vous faites, vous me direz: Monsieur, vous avez décidé de donner l'exemple vous-même et donnez-le.

Dites: Etant donné que la majorité de la population est à \$2.10, je suis prêt à ne prendre que \$2.10 et à donner le solde à la province pour que l'on puisse financer le restant. Pour cela, il n'y a pas de problème, je vais faire la même chose que vous, si ma femme me le permet! Mais, malheureusement, ma femme ne me le permettra pas!

M. le Président, pour ces raisons, je vous le dis, la motion d'amendement, c'est une motion que je considère comme recevable, premièrement. Elle ne fixe pas le salaire à \$2.50. Si la province peut se permettre de rejoindre les \$2.50 rapidement, nous allons nous permettre de les rejoindre. Je suis prêt à prendre un engagement, et avec l'Opposition, et surtout avec les 47 députés libéraux qui ont demandé que le salaire soit décent. Je suis prêt à prendre l'engagement, vis-à-vis de cette Assemblée, de vous soumettre toutes les études de mes économistes avant de prendre une prochaine décision sur le salaire minimum. Si elle conclut, cette étude, que le salaire minimum doit être à \$3, on sera tous heureux, j'en conviens, de le mettre à \$3. Mais, pour le moment, j'ai pris le risque à \$2.10 et je ne le prendrai pas à \$2.50.

LE PRESIDENT: Vote enregistré?

M. BURNS: Oui, M. le Président.

M. LEGER: Certainement.

LE PRESIDENT: Qu'on appelle les députés!

**Vote sur la motion d'amendement
de M. Leduc**

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

Que ceux qui sont en faveur de la motion d'amendement de l'honorable député de Taillon veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Levesque, Saint-Pierre, Garneau, Cloutier, Phaneuf, Cournoyer, Goldbloom, Mme Bacon, MM. Hardy, Tetley, Drummond, Lacroix, Bienvenue, Forget, Massé, Vaillancourt, Houde (Fabre), Houde (Abitibi-Est), Giasson, Perreault, Fortier, Kennedy, Bacon, Blank, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Veilleux, Saint-Hilaire, Houde (Limoilou), Pilote, Ostiguy, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Carpentier, Dionne, Faucher, Marchand, Harvey (Charlesbourg), Larivière, Bellemare, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Boutin (Abitibi-Ouest), Chagnon, Leduc, Caron, Côté, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Vallières, Verreault.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont contre cette motion d'amendement veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Samson, Roy.

LE SECRETAIRE: Pour: 67
Contre: 7

LE PRESIDENT: La motion d'amendement est adoptée.

Avec le consentement, nous allons accorder une ou deux minutes de réplique au député de Maisonneuve sur la motion principale.

M. BURNS: M. le Président, je vous remercie et je remercie les autres députés de m'accorder ce consentement-là, même si nous avons dépassé six heures. Je n'abuserai pas de ce consentement. Je veux tout simplement dire quel sera le sens de notre vote. Je me sens, je vous avoue, M. le Président, un peu comme une personne qui aurait prêté une très belle voiture à quelqu'un et qui, après le voyage fait par cette personne, se voit remettre une voiture dans un état piteux. Je me retrouve avec une bagnole alors que c'était une limousine que j'avais prêtée à l'Assemblée nationale.

Dans ce sens, je n'ai pas à répéter les raisons qui ont été données par le chef de l'Opposition, par le député de Saguenay, également par le député de Rouyn-Noranda et moi-même au moment de l'amendement de cette motion. Je n'ai pas à donner les raisons pour lesquelles on

trouve que la motion ne ressemble vraiment plus à ce qu'on avait déposé. Premièrement, il n'y a plus de salaire à \$2.50 comme nous le demandions. Il y a, je l'admets, une possibilité d'indexation du salaire, telle qu'éditée, à compter d'aujourd'hui, c'est-à-dire à \$2.10, mais, encore une fois avec un espèce de pouvoir discrétionnaire qu'on peut lire, si vous voulez, à la fin de l'amendement, lorsqu'on dit: En tenant compte des conditions économiques et sociales. Qui va en tenir compte? C'est sans doute le lieutenant-gouverneur en conseil quand il édictera cette indexation. On n'a même pas une véritable indexation.

Même cette motion-là, c'est mieux que la motion à \$2.10 tout seul, je suis d'accord. Mais du point de vue que je vous avais mentionné au début de mon intervention, en réplique, je ne reconnais plus du tout la motion, de sorte que nous nous abstiendrons tout simplement de voter sur la motion telle qu'amendée par la motion du député de Taillon.

LE PRESIDENT: Messieurs, nous allons procéder à la mise aux voix de la motion principale telle qu'amendée.

Il y en a qui entrent.

**Vote sur la motion principale
amendée**

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont en faveur de la motion principale telle qu'amendée veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Levesque, Saint-Pierre, Garneau, Cloutier, Phaneuf, Cournoyer, Goldbloom, Mme Bacon, MM. Hardy, Tetley, Drummond, Lacroix, Bienvenue, Forget, Massé, Vaillancourt, Houde (Fabre), Houde (Abitibi-Est), Giasson, Perreault, Fortier, Kennedy, Bacon, Blank, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Veilleux, Saint-Hilaire, Houde (Limoilou), Lafrance, Pilote, Ostiguy, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Carpentier, Dionne, Faucher, Marchand, Harvey (Charlesbourg), Larivière, Bellemare, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Boutin (Abitibi-Ouest), Chagnon, Leduc, Caron, Côté, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Vallières, Verreault.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît. Abstention.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Abstention. MM. Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Samson, Roy.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Pour: 68
Abstention: 7

LE PRESIDENT: La motion est adoptée.

LE PRESIDENT: L'assemblée ajourne ses travaux à demain 15 heures.

M. LEVESQUE: M. le Président, je propose l'ajournement à demain 15 heures.

(Fin de la séance à 18 h 14)

ANNEXE

Question de M. Roy

1. Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec?
2. Quel a été le montant versé à chacun d'eux au cours de l'année 1972/73:
 - a) en salaire;
 - b) en allocation journalière;
 - c) pour dépenses de voyage?

Réponse de M. Garneau

1. M. Jacques Desmeules
1274, rue Lemoine
Sillery, Québec

M. Maurice Brizard
480, rue St-Jean-Baptiste
Duvernay, Laval, P.Q.

M. Robert Fréchette
620, Chemin St-Louis, app. 2
Québec 6, Qué.

M. Emile Gagnon
31 rue Les Sorbiers
Laval-sur-le-Lac, Qué.

M. Martin Giasson
148, rue Des Chênes-Ouest
Québec, Qué.

M. P.A. Poirier
102, rue Campagna
Victoriaville, Qué.

M. Raymond Poupert
1974, est rue Sherbrooke
Montréal, Qué.

2. Noms:	a) Traitements Honoraires	b) Allocations journalières	c) Dépenses de voyage
Jacques Desmeules	\$ 30,493.15	\$ nil	\$ 3,238.46
Maurice Brizard	1,801.35	2,450.00	1,469.31
Robert Fréchette	2,136.97	3,050.00	885.27
Emile Gagnon	2,541.08	1,650.00	nil
Martin Giasson	2,541.08	1,650.00	801.84
P.A. Poirier	2,541.08	2,450.00	1,263.24
Raymond Poupert	2,541.08	3,300.00	247.28

Question de M. Roy

1. Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec?
2. Quel montant a été versé à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:
 - a) en salaire;
 - b) en honoraires;
 - c) pour dépenses de voyage?

Réponse de M. Garneau

1. Maurice T. Custeau
1, rue Champagnac
Ste-Adèle-en-Bas, Qué.

Roger Dugré
3785, rue Kent
Montréal, Qué.

Julien Côté (N'est plus en poste)
1186, Colbert
Ste-Foy, Qué.

2. a) salaires versés du 1er avril 1972 au 31 mars 1973:

M. Maurice T. Custeau _____	\$ 28,888.34	
M. Roger Dugré _____	\$ 24,903.63	
M. Julien Côté _____	\$ 24,903.63	
- b) honoraires: nil
- c) dépenses de voyage:

M. Maurice T. Custeau _____	\$ 1,370.37	
M. Roger Dugré _____	\$ 1,332.89	
M. Julien Côté _____	\$ 989.96	(plus \$6,773.77 pour frais de séjour à Montréal)

Question de M. Roy

1. Quel a été le coût d'impression du volume "Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec", édition 1973, publié par le ministère des Affaires municipales?
2. A qui a été confié le contrat d'impression?
3. A-t-on accordé ce contrat à la suite d'appel d'offre?

Réponse de M. Goldbloom

1. Le coût d'impression est de \$4,135.00
2. Imprimerie Laflamme Ltée
2057 Branly
Ste-Foy, Qué.
3. Oui.